

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES**

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 30 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt, le trente juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes, régulièrement convoqué à 18h00, s'est réuni au Hall Mendes France à Saintes (17100), sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON, Président.

Étaient présents :

Monsieur Gérard PERRIN
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS
Monsieur Éric PANNAUD
Monsieur Jean-Luc FOURRÉ
Madame Annie GRELET
Monsieur Jean-Paul COMPAIN
Monsieur Jean-Michel ROUGER
Monsieur Jean-Claude DURRAT-SPRINGER
Monsieur Alain MARGAT
Monsieur Éric BIGOT
Monsieur Pascal GILLARD
Monsieur Bernard CHAIGNEAU
Monsieur Francis GRELLIER
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS
Monsieur Joseph De MINIA
Monsieur Jérôme GARDELLE
Monsieur Stéphane TAILLASSON
Madame Sylvie CHURLAUD
Monsieur Alexandre GRENOT
Monsieur Jacki RAGONNEAUD
Monsieur Georges ARMENOULT
Monsieur Philippe ROUET
Monsieur Philippe DELHOUME
Monsieur Pierre TUAL
Monsieur Raymond MOHSEN
Monsieur David MUSSEAU
Monsieur Bernard COMBEAU
Madame Mireille ANDRÉ

Monsieur Frédéric ROUAN
Monsieur Jean-Marc AUDOUIN
Monsieur Pierre HERVÉ
Monsieur Michel ROUX
Monsieur Bruno DRAPRON
Monsieur Philippe CALLAUD
Madame Évelyne PARISI
Monsieur Ammar BERDAÏ
Madame Charlotte TOUSSAINT
Monsieur Thierry BARON
Madame Dominique DEREN
Monsieur Bruno DRAPRON
Monsieur Joël TERRIEN
Monsieur François EHLINGER
Madame Véronique CAMBON
Monsieur Laurent DAVIET
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON
Madame Caroline AUDOUIN
Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE
Monsieur Jean-Philippe MACHON (à partir de la
délibération n° 2020-124)
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER
Madame Céline VIOLLET
Madame Florence BETIZEAU
Monsieur Patrick PAYET
Madame Éliane TRAIN
Madame Françoise LIBOUREL
Monsieur Fabrice BARUSSEAU

Monsieur Gaby TOUZINAUD a donné pouvoir à Monsieur Éric PANNAUD
Madame Claudine BRUNETEAU a donné pouvoir à Monsieur Francis GRELLIER
Madame Amanda LESPINASSE a donné pouvoir à Monsieur Frédéric ROUAN
Madame Marie-Line CHEMINADE a donné pouvoir à Monsieur Bruno DRAPRON
Monsieur Charles DELCROIX a donné pouvoir à Monsieur Philippe CALLAUD
Madame Véronique TORCHUT a donné pouvoir à Monsieur Joël TERRIEN
Monsieur Philippe CREACHADEC a donné pouvoir à Madame Dominique DEREN
Monsieur Pierre DIETZ a donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre ROUDIER
Monsieur Pierre MAUDOUX a donné pouvoir à Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE
Monsieur Rémy CATROU a donné pouvoir à Madame Florence BETIZEAU

Était absent Monsieur Jean-Philippe MACHON (jusqu'à la délibération n° 2020-123)

Monsieur Fabrice BARUSSEAU est désigné secrétaire de séance.

Monsieur le Président procède à l'appel des présents. Il donne la liste des pouvoirs et constate que le quorum est atteint.

Monsieur le Président rappelle que les 48 délibérations à l'ordre du jour ont été transmises par voie dématérialisée.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2020-121. Délégation du Conseil au Président

Monsieur le Président indique que cette délibération d'ordre technique lui donne délégation du Conseil pour les attributions listées ci-après et l'autorise à les subdéléguer au vice-président ainsi qu'à déléguer sa signature aux agents listés dans le cadre des attributions visées. Il s'enquiert d'éventuelles questions.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'étonne que ne soit pas proposé à l'adoption le procès-verbal du précédent Conseil communautaire.

Monsieur le Président répond qu'en raison de l'installation récente du Conseil, les deux procès-verbaux ne seront disponibles que lors de la séance suivante. En l'absence d'autre intervention, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5211-2, L. 2122-17,

Vu le Code de l'urbanisme et ses articles L. 210-1 et suivants, L.211-1 et suivants, et L.213-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2 °), relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2020-117 du 16 juillet 2020 portant élection du Président de la CDA de Saintes,

Considérant qu'en application de l'article L.5211-9 du CGCT, « le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut, par délégation de son organe délibérant, être chargé d'exercer, au nom de l'établissement, les droits de préemption dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme. Il peut également déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixe l'organe délibérant de l'établissement. Il rend compte à la plus proche réunion utile de l'organe délibérant de l'exercice de cette compétence ».

Considérant que suite à la prise de compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » par la Communauté d'Agglomération de Saintes intervenue le 1^{er} janvier 2020, et en application de l'article L.211-2 du code de l'urbanisme, celle-ci est devenue compétente en matière de droit de préemption urbain,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT, le Président de la Communauté peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1 ° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;*
- 2 ° De l'approbation du compte administratif ;*
- 3 ° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article [L. 1612-15 du CGCT](#) ;*
- 4 ° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;*

5 ° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6 ° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7 ° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Il est rappelé que, lors de chaque réunion du conseil communautaire, le président rend compte des attributions exercées par délégation du conseil communautaire.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de déléguer au Président à compter du rendu exécutoire de la présente délibération jusqu'à la fin de son mandat les attributions énumérées ci-après à l'exception du point 2 ci-dessous dont la délégation prend fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement général des conseils municipaux :

1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services communautaires ;
2. procéder, dans la limite de 5 000 000 €, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article L 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
3. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et inférieur ou égal à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
4. prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
5. conclure les conventions de servitude ;
6. décider de la conclusion et de la révision du louage, en tant que bailleur ou preneur, pour une durée n'excédant pas douze ans, des choses mobilières (véhicules, matériels...) et immobilières (terrains, salles, bureaux...) à titre onéreux ou valorisable par toute compensation autre que financière ainsi que leurs avenants ;
7. conclure les contrats, conventions ou procès-verbaux de mise à disposition ou d'occupation précaire de biens meubles (corporels, incorporels) et/ou biens immeubles ainsi que leurs avenants ;
8. passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ainsi que leurs avenants ;
9. créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires ;
10. accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
11. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 15 000 € ;
12. fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
13. fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des

offres de la communauté à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;

- 14. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules de la communauté dans la limite de 10 000 € ;*
- 15. réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 000 000 € ;*
- 16. conclure avec les organismes de formation professionnelle des conventions pour l'emploi des stagiaires ou pour la formation du personnel ou des élus ainsi que leurs avenants ;*
- 17. autoriser, au nom de la communauté, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;*
- 18. intenter au nom de la communauté d'agglomération les actions en justice ou défendre la communauté dans les actions intentées contre elle, en demande comme en défense, en première instance comme à hauteur d'appel ou de pourvoi en cassation, devant toutes les juridictions. Cette compétence s'étend aux dépôts de plaintes, avec ou sans constitution de partie civile, au nom de la communauté ;*
- 19. négocier et procéder aux acquisitions de biens immobiliers d'un montant inférieur ou égal à 20 000 € par acte notarié ou par acte en la forme administrative ;*
- 20. saisir, pour avis, la commission consultative des services publics locaux pour les projets cités à l'article L. 1413-1 du CGCT ;*
- 21. déposer les demandes de permis de construire, d'aménager ou de démolir, les déclarations préalables ainsi que les demandes de certificat d'urbanisme formulées par la Communauté d'Agglomération de Saintes pour lesquelles elle peut attester avoir qualité pour présenter ladite demande ou déclaration ;*
- 22. déposer les demandes de subventions auprès des collectivités territoriales, de l'Etat ou autres structures dans le cadre des projets arrêtés par la Communauté d'Agglomération de Saintes ou des compétences exercées par l'établissement et conclure les conventions d'attribution y afférentes ainsi que leurs avenants éventuels ;*
- 23. conclure les conventions de mise à disposition individuelle d'agent ou de détachement ainsi que leurs avenants ;*
- 24. conclure les conventions avec les structures intervenant en temps scolaire et hors temps scolaire dans le cadre de la compétence éducation enfance jeunesse ainsi que leurs avenants ;*
- 25. conclure les conventions avec les éco-organismes concernant la collecte et/ou la reprise de déchets ainsi que leurs avenants ;*
- 26. conclure les conventions de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage avec les communes de la Communauté d'Agglomération de Saintes ainsi que leurs avenants ;*
- 27. attribuer les subventions aux particuliers accédant à la propriété en Centre-bourg sur l'habitat ancien conformément aux orientations du PLH 2017-2022, lorsque les crédits sont inscrits au budget,*
- 28. attribuer les subventions aux particuliers dans le cadre des orientations du PLH 2017-2022 et dans le respect du protocole partenarial de l'OPAH-RU 2018-2022, lorsque les crédits sont inscrits au budget,*
- 29. - exercer le Droit de Prémption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones U et AU des plans locaux d'urbanisme en vigueur dans les communes de BURIE, BUSSAC-SUR-CHARENTE, CHANIER, CHERAC, COURCOURY, FONTCOUVERTE, LA CHAPELLE-DES-POTS, LES GONDS, PISANY, SAINT-BRIS-DES-BOIS, SAINT-VAIZE,*
- exercer le droit de préemption instauré dans le périmètre délimité sur la commune de VILLARS-LES-BOIS tel qu'il a été instauré par la délibération du conseil communautaire n° 2020-03 en date du 13 février 2020,

- exercer le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur les zones pour lesquelles ce droit a été institué à l'exception des secteurs et périmètres sur lesquels le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé ont été délégués par le Conseil Communautaire dans le cadre des délibérations suivantes :

CHERMIGNAC : délibération n° 2020-14 portant délégation du DPU à la Commune de CHERMIGNAC du 13 février 2020

COLOMBIERS : délibération n° 2020-04 portant délégation du DP à la Commune de COLOMBIERS du 13 février 2020

CORME-ROYAL : délibération n° 2020-15 portant délégation du DPU à la Commune de CORME-ROYAL du 13 février 2020

DOMPIERRE-SUR-CHARENTE : délibération n° 2020-16 portant délégation du DPU à la Commune de DOMPIERRE-SUR-CHARENTE du 13 février 2020

ECOYEUX : délibération n° 2020-17 portant délégation du DPU à la Commune d'ECOYEUX du 13 février 2020

ECURAT : délibération n° 2020-09 portant délégation du DPU à la Commune d'ECURAT du 13 février 2020

LA CLISSE : délibération n° 2020-10 portant délégation du DPU à la Commune de LA CLISSE du 13 février 2020

LA JARD : délibération n° 2020-05 portant délégation du DP à la Commune de LA JARD du 13 février 2020

LE DOUHET : délibération n° 2020-18 portant délégation du DPU à la Commune de LE DOUHET du 13 février 2020

LUCHAT : délibération n° 2020-06 portant délégation du DP à la Commune de LUCHAT du 13 février 2020

MONTILS : délibération n° 2020-07 portant délégation du DP à la Commune de MONTILS du 13 février 2020

PESSINES : délibération n° 2020-11 portant délégation du DPU à la Commune de PESSINES du 13 février 2020

PREGUILLAC : délibération n° 2020-12 portant délégation du DPU à la Commune de PREGUILLAC du 13 février 2020

ROUFFIAC : délibération n° 2020-08 portant délégation du DP à la Commune de ROUFFIAC du 13 février 2020

SAINTES : délibération n° 2020-22 portant délégation du DPUR à la Commune de SAINTES et à l'EPFNA du 13 février 2020

SAINT-CESAIRE : délibération n° 2020-19 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-CESAIRE du 13 février 2020

SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX : délibération n° 2020-20 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX du 13 février 2020

SAINT-SAUVANT : délibération n° 2020-21 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-SAUVANT du 13 février 2020

SAINT-SEVER-DE-SAINTONGE : délibération n° 2020-13 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-SEVER-DE-SAINTONGE du 13 février 2020

THENAC : délibération n° 2020-23 portant délégation du DPU à la Commune de THENAC du 13 février 2020

VARZAY : délibération n° 2020-24 portant délégation du DPU à la Commune de VARZAY du 13 février 2020

VENERAND : délibération n° 2020-25 portant délégation du DPU à la Commune de VENERAND du 13 février 2020

- déléguer à l'occasion de l'aliénation d'un bien l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé à l'un des délégataires prévu aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme sur les périmètres dans lesquels le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé ont été instaurés et qui n'ont pas fait l'objet de délégation à un tiers.
- de décider que les attributions susvisées déléguées au Président pourront faire l'objet de sa part d'une subdélégation aux Vice-présidents ;
- de prévoir qu'en cas d'absence ou de tout autre empêchement du Président, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation d'attributions pourront être prises par son remplaçant.
- d'autoriser le Président à déléguer sa signature dans le cadre des attributions susvisées aux agents listés à l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité ces propositions par :

2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 61 Voix pour
- 0 Abstention

2020-122. Délégation du Conseil au Bureau communautaire

Monsieur le Président précise que cette délibération porte sur la délégation du Conseil au Bureau communautaire et attire l'attention sur les éléments listés faisant l'objet de cette délégation. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 5211-10,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2020-118 du 16 juillet 2020 portant fixation du nombre de Vice-présidents et des autres membres du bureau respectivement à 13 et à 4,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2020-119 du 16 juillet 2020 portant élection des 13 Vice-présidents et des 4 autres membres du Bureau,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT, le Bureau communautaire peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1 ° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2 ° De l'approbation du compte administratif ;
- 3 ° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article [L. 1612-15](#) du CGCT ;
- 4 ° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5 ° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6 ° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7 ° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Il est proposé au Conseil Communautaire de donner délégation au Bureau communautaire à compter du rendu exécutoire de la présente délibération jusqu'à la fin du mandat, pour :

- Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules de la communauté d'un montant supérieur à 10 000 € et inférieur ou égal à

50 000 € ;

- Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers d'un montant supérieur à 15 000 € et inférieur ou égal à 50 000 € ;
- Approuver les acquisitions de biens immobiliers d'un montant supérieur à 20 000 € et inférieur ou égal à 180 000 € par acte notarié ou par acte en la forme administrative ;
- Approuver toutes les ventes de biens immobiliers par acte notarié ou par acte en la forme administrative ;
- Approuver le règlement intérieur concernant les services ou structures de l'établissement (aire d'accueil des gens du voyage, hôtel d'entreprises, établissements d'accueil de l'enfance et de la petite enfance, équipements aquatiques, politique des déchets...) hors tarification ainsi que leurs avenants ;
- Approuver le Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours (POSS) concernant les équipements aquatiques ainsi que leurs avenants.
- Autoriser l'adhésion de la communauté d'agglomération de Saintes à des associations.
- Approuver les conventions de groupement de commandes ainsi que leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget.
- Approuver les conventions de partenariat avec des collectivités territoriales, et/ou établissements publics, et/ou autres organismes publics et/ou associations avec ou sans participation financière.
- Approuver les conventions de mise à disposition de service ainsi que leurs avenants.
- Approuver les conventions relatives à la facturation des frais de scolarisation par des communes extérieures à la communauté d'agglomération de Saintes.

Il est rappelé que lors de chaque réunion du conseil communautaire, le président rendra compte des attributions exercées par délégation du conseil.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité ces propositions par :

2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 61 Voix pour
- 0 Abstention

2020-123. Fixation des indemnités de fonction du Président, des Vice-Présidents et des autres membres du Bureau commentaire

Monsieur le Président précise que le taux maximal est de 110 % pour le Président et de 44 % pour les Vice-Présidents. Le taux proposé dans le cadre de la fixation des indemnités est de 78,92 % pour le Président, de 34,20 % pour les Vice-Présidents et de 17,10 % pour les Conseillers délégués. Il rappelle que l'enveloppe de la mandature précédente s'élevait à 22 881 euros contre 22 889 euros pour cette mandature.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'enquiert des montants correspondant aux pourcentages mentionnés.

Monsieur le Président indique que les montants bruts s'élèvent :

- pour le Président, à 3 053,17 euros,
- pour les Vice-Présidents, à 1 322,39 euros,
- pour les Conseillers délégués, à 661,19 euros.

En l'absence de question, Monsieur le Président met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.5211-12, L.5216-4 dernier alinéa, L.2123-24-1 III et R. 5216-1,
Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu le Procès-verbal d'installation du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération de Saintes et de l'élection du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau Communautaire en date du 16 juillet 2020,

Vu la délibération n° 2020-117 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020 portant élection du président de la CDA de Saintes,

Vu la délibération n° 2020-118 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020 fixant le nombre de vice-présidents à 13 et à 4 le nombre des autres membres du bureau,

Vu la délibération n° 2020-119 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020 portant élection des 13 vice-présidents et des 4 autres membres du bureau,

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.5211-12 du CGCT de fixer par délibération les indemnités de fonction du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau Communautaire suite à l'installation du Conseil Communautaire et à l'élection du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau Communautaire le 16 juillet 2020,

Considérant que les indemnités allouées au titre de l'exercice des fonctions de président et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de vice-président sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Considérant qu'en application de l'article R.5216-1 du CGCT les taux maximaux susceptibles d'être alloués au Président et aux Vice-présidents de la Communauté d'agglomération de Saintes sont les suivants au vu de sa strate de population :

	<i>Président</i>	<i>Vice-présidents</i>
<i>Population totale</i>	<i>Taux maximal de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique</i>	<i>Taux maximal de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique</i>
50 000 à 99 999	110 %	44 %

Considérant que les conseillers communautaires, autres membres du bureau, auxquels le président a délégué une partie de ses fonctions (conseillers communautaires délégués) peuvent percevoir une indemnité,

Considérant que le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale,

Considérant que toute délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau, document récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée.

Il est proposé au Conseil Communautaire de voter les indemnités de fonction déterminées en appliquant au montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique les barèmes suivants figurant dans le tableau ci-dessous applicables à compter du 1er août 2020 pour le président, les 13 vice-présidents et les 4 conseillers communautaires délégués.

**INDEMNITES DE FONCTION
(POPULATION DE 50 000 A 99 999 HABITANTS)**

FONCTION	TAUX (en % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique)
<i>Président</i>	78.92
<i>1^{er} Vice-Président</i>	34,20
<i>2^{ème} Vice-Président</i>	34,20
<i>3^{ème} Vice-Président</i>	34,20

<i>4^{ème} Vice-Président</i>	<i>34,20</i>
<i>5^{ème} Vice-Président</i>	<i>34,20</i>
<i>6^{ème} Vice-Président</i>	<i>34,20</i>
<i>7^{ème} Vice-Président</i>	<i>34,20</i>
<i>8^{ème} Vice-Président</i>	<i>34,20</i>
<i>9^{ème} Vice-Président</i>	<i>34,20</i>
<i>10^{ème} Vice-Président</i>	<i>34,20</i>
<i>11^{ème} Vice-Président</i>	<i>34,20</i>
<i>12^{ème} Vice-Président</i>	<i>34,20</i>
<i>13^{ème} Vice-Président</i>	<i>34,20</i>
<i>1^{er} autre membre du bureau Communautaire (conseiller communautaire délégué)</i>	<i>17,10</i>
<i>2^{ème} autre membre du bureau Communautaire (conseiller communautaire délégué)</i>	<i>17,10</i>
<i>3^{ème} autre membre du bureau Communautaire (conseiller communautaire délégué)</i>	<i>17,10</i>
<i>4^{ème} autre membre du bureau Communautaire (conseiller communautaire délégué)</i>	<i>17,10</i>

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité cette proposition par :

- 2 Abstentions (M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de M. Pierre DIETZ)*
- 59 Voix pour*
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)*

2020-124. Modalités d'élection de la Commission d'Appel d'offres (CAO) - Conditions de dépôt des listes

Monsieur le Président précise que la délibération consiste à fixer le nombre de représentants de la CAO à cinq membres titulaires et cinq membres suppléants. Ces derniers seront nommés lors du prochain Conseil et les listes seront déposées avant le 1^{er} septembre à l'adresse électronique habituelle ou auprès du service des assemblées de la Communauté d'agglomération de Saintes. La CAO sera compétente sur l'ensemble des marchés pour lesquels son intervention est requise.

En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.1414-2, L.1411-5, D.1411-3 et D.1411-4,

Vu le Code de la commande publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu le PV d'installation du Conseil communautaire, d'élection du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau du 16 juillet 2020,

Il est rappelé au Conseil Communautaire :

- *qu'il convient d'élire une commission d'appel d'offres à caractère permanent conformément aux dispositions des articles L.1414-2 et L.1411-5 du CGCT. Celle-ci sera compétente pour l'ensemble des marchés pour lesquels l'intervention de la commission d'appel d'offres est requise.*
- *que cette commission est composée des membres suivants :*
 - *Le président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant,*
 - *Cinq membres du conseil communautaire (conseillers communautaires titulaires) élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste,*
 - *qu'il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de cinq membres suppléants,*
- *que les membres titulaires et suppléants de la CAO sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel, étant précisé que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ; En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.*
- *qu'il y a lieu de fixer au préalable les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres titulaires et des membres suppléants de la commission d'appel d'offres ;*

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'organiser l'élection des cinq membres titulaires et cinq membres suppléants de la commission d'appel d'offres qui sera compétente pour l'ensemble des marchés pour lesquels l'intervention de la commission d'appel d'offres est requise.*

Le dépôt des listes relatives aux membres titulaires et suppléants doit être effectué au plus tard le 1er septembre 2020 à 17 heures à l'adresse électronique suivante : cdagestiondesassemblees@agglo-saintes.fr ou auprès du service des assemblées de la Communauté d'agglomération de Saintes.

Les élections auront lieu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire à la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité cette proposition par :

- *2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)*
- *62 Voix pour*
- *0 Voix contre*

2020-125. Modalités d'élection de la Commission pour les délégations de service public - Conditions de dépôt des listes

Monsieur le Président indique que cette délibération est similaire à la précédente et porte cette fois sur les délégations de service public, pour la nomination de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants lors du prochain Conseil communautaire. Les listes seront déposées avant le 1^{er} septembre. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.1411-5, D.1411-3 et D.1411-4,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu le PV d'installation du Conseil communautaire, d'élection du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau du 16 juillet 2020,

Il est rappelé au Conseil Communautaire :

- *qu'il est nécessaire de procéder à l'élection des membres de la commission prévue à l'article L 1411-5 du CGCT concernant les délégations de service public.*
- *Celle-ci est composée de :*
 - *l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président,*
 - *Cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;*
 - *qu'il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de cinq membres suppléants ;*
- *que les membres titulaires et suppléants de la commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel, étant précisé que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ; En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.*
- *qu'il est nécessaire préalablement à l'élection des membres de fixer les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres de la commission.*

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'organiser l'élection de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants de la commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT qui interviendra lorsque l'intervention de la commission est requise pour l'ensemble des délégations de service public.

Le dépôt des listes relatives aux membres titulaires et suppléants doit être effectué au plus tard le 1^{er} septembre 2020 à 17 h à l'adresse électronique suivante : cdagestiondesassemblees@agglo-saintes.fr ou auprès du service des assemblées de la Communauté d'agglomération de Saintes.

Les élections auront lieu lors de la prochaine réunion du Conseil Communautaire à la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité cette proposition par :

- *2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)*
- *62 Voix pour*
- *0 Voix contre.*

** * * * **

2020-126. Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Désignation des membres

Monsieur le Président propose, dans le cadre de cette délibération, la désignation de :

- Philippe DELHOUME ;
- Jérôme GARDELLE ;

- Philippe CALLAUD ;
- Renée BENCHIMOL-LAURIBE ;
- Eliane TRAIN.

Monsieur le Président s'enquiert d'éventuelles candidatures supplémentaires. Prenant acte de l'absence de candidature et de question, il met la délibération aux voix.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE fait part de son souhait de s'abstenir de voter cette délibération, Monsieur le Président ayant rappelé qu'elle faisait cependant partie de la désignation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.1413-1 et L. 2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n° 2015-76 du conseil communautaire du 29 septembre 2015 portant création de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et désignation des membres,

Vu le PV d'installation du Conseil communautaire, d'élection du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau du 16 juillet 2020,

Considérant qu'au vu des dispositions de l'article L.1413-1 du CGCT, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants doivent créer une CCSPL pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Considérant que cette commission, présidée par le Président de l'EPCI ou son représentant, comprend des membres du conseil communautaire, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par le conseil communautaire. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Considérant que le conseil communautaire a, par délibération du 29 septembre 2015, créé une CCSPL composée en plus du Président ou son représentant, de 5 conseillers communautaires et de 5 représentants d'associations locales dont les noms d'associations sont indiqués ci-après.

- L'Association pour l'information et la défense des consommateurs salariés, INDECOSA CGT,
- L'UFC Que Choisir et notamment l'Union Fédérale des consommateurs Que choisir de Charente-Maritime,
- l'Association FO des consommateurs (AFOC),
- l'association Consommation Logement et Cadre de Vie, CLCV Saintes,
- La Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT) Poitou Charentes,

Considérant que suite à l'installation du conseil communautaire le 16 juillet 2020, il convient de procéder à la désignation des membres de la CCSPL,

Il est proposé, pour ce faire, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT,

Considérant que sont proposées parmi les conseillers communautaires les candidatures suivantes :

- Philippe DELHOUME
- Jérôme GARDELLE
- Philippe CALLAUD
- Renée BENCHIMOL-LAURIBE
- Eliane TRAIN

Considérant que sont proposés les représentants des associations désignées ci-après comme membres de la CCSPL,

- L'Association pour l'information et la défense des consommateurs salariés, INDECOSA CGT,
- L'UFC Que Choisir et notamment l'Union Fédérale des consommateurs Que choisir de Charente-Maritime,
- l'Association FO des consommateurs (AFOC),
- l'association Consommation Logement et Cadre de Vie, CLCV Saintes,
- La Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT) Poitou Charentes,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne parmi les conseillers communautaires les 5 élus suivants au sein de la CCSPL :
 - Philippe DELHOUME
 - Jérôme GARDELLE
 - Philippe CALLAUD
 - Renée BENCHIMOL-LAURIBE
 - Eliane TRAIN
- Nomme les 5 représentants des associations désignées ci-après membres de la CCSPL :
 - L'Association pour l'information et la défense des consommateurs salariés, INDECOSA CGT,
 - L'UFC Que Choisir et notamment l'Union Fédérale des consommateurs Que choisir de Charente-Maritime,
 - l'Association FO des consommateurs (AFOC),
 - l'association Consommation Logement et Cadre de Vie, CLCV Saintes,
 - La Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT) Poitou Charentes,

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre.

2020-127. Composition de la Commission Intercommunale d'Accessibilité (CIA)

Monsieur le Président indique que cette délibération porte approbation de la composition de la Commission intercommunale d'Accessibilité, à savoir :

- le Président de la Commission : le Président de la CDA de Saintes ;
- le Vice-Président en charge des Transports ;
- le Vice-Président en charge des bâtiments communautaires ;
- trois représentants de la Ville de Saintes et un représentant de chaque autre commune de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Il s'agit d'autoriser le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette présente délibération. En l'absence de question, le Président met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L.2143-3,

Vu la Loi 2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, de la participation et la citoyenneté des personnes handicapées qui prescrit l'obligation de créer une Commission Intercommunale d'Accessibilité pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transport ou d'aménagement du territoire dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants ou plus,

Vu la loi 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement

des procédures,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020 et notamment l'article 6 I 2 °) c,

Vu la délibération n° 2014-60 du conseil communautaire du 30 juin 2014 portant composition de la Commission Intercommunale d'Accessibilité aux Personnes Handicapées (CIAPH),

Vu le PV d'installation du Conseil communautaire, d'élection du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau du 16 juillet 2020,

Du fait du renouvellement des Conseils Municipaux, il convient aujourd'hui de désigner les représentants de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité (CIA) au sein de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Il est précisé que cette commission assurera les missions précisées par l'article L.2143-3 du CGCT,

Aussi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- *d'approuver la composition de la commission Intercommunale pour l'Accessibilité (CIA), à savoir :*
 - ✓ *Le Président de la Commission : le Président de la CDA de Saintes ;*
 - ✓ *Le Vice-Président en charge des Transports ;*
 - ✓ *Le Vice-Président en charge des bâtiments communautaires ;*
 - ✓ *Trois représentants de la Ville de Saintes et un représentant de chaque autre commune de la Communauté d'Agglomération de Saintes ;*
 - ✓ *Des représentants d'associations de personnes handicapées : Association des Paralysés de France (A. P.F) - Collectif Handi Saintes - Association des Sourds de Charente Maritime (A.S.C.M) - Association Nationale Pour l'Intégration des Personnes Handicapées Moteur (A.N.P.I.H.M) - France Alzheimer Charente Maritime - Association Autisme de Charente Maritime - Association Française des Myopathes - Association Valentin Haüy - Union Nationale des Familles ou des Amis de Personnes Malades et Handicapées Psychiques UNAFAM 17 - Association Enfants Handicapés Espoir Ostéopathique (EHEO) Saintes - Institut Régional des Sourds et des Aveugles - Maison des aveugles - Association RETINA France - Union Régionale des Associations de Parents d'Enfants Déficieux Auditifs - Association Départementale des Amis et Parents de Personnes Handicapées Mentales A.D.A.P.E.I-17 -Association Nationale des Usagers et Accidentés de la Route - Fédération Nationale des Accidentés (F.N.A.T.H) - Handisport Saintes et toute nouvelle structure locale œuvrant dans ce domaine*
 - ✓ *Des représentants d'usagers (associations et professionnels) : C.C.A.S. - CLIC du Pays de Saintonge Romane – Conseil des sages de la ville de Saintes – Maison Départementale des Personnes Handicapées 17 – CRAVAT-CICAT Cellule Régionale d'Aide à la Vie Autonome – AINES RURAUX - CLUB SOLEIL - Fédération Nationale des Associations des Usagers du Transport (F.N.A.U.T) et toute nouvelle structure locale œuvrant dans ce domaine ;*
 - ✓ *Des représentants des acteurs économiques : associations de commerçants et clubs d'entreprises.*
 - ✓ *Un représentant de la société délégataire des transports.*

Si besoin, des techniciens ou des personnes d'organismes externes (bailleurs sociaux, associations de locataires,...) pourront également être sollicités pour participer à la Commission Intercommunale d'Accessibilité en fonction des sujets abordés.

Le Maire de chacune des communes devra transmettre à la Communauté d'Agglomération le nom du (des) représentant(s) désigné(s), étant précisé que les modalités de désignation sont laissées à la libre appréciation de chaque commune à savoir : délibération du Conseil Municipal ou désignation par le maire.

Au vu de ces désignations, le Président de la Communauté d'Agglomération prendra un arrêté fixant la liste des membres de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées.

- d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité ces propositions par :

- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 62 Voix pour
- 0 Voix contre

2020-128. Régie pour les déchets dotée de la seule autonomie financière - Désignation des membres du Conseil d'exploitation

Monsieur le Président indique que la présence de couleurs au sein des délibérations permet d'illustrer la représentation équitable de l'ensemble des bassins, suite aux échanges de la Conférence des Maires du 28 juillet visant à garantir la représentativité.

Au titre de la représentation au sein de la régie pour les déchets, les 16 conseillers communautaires proposés sont :

- Éliane TRAIN, Pierre TUAL, Alain MARGAT et Joseph DE MINAC pour le bassin Ouest ;
- Gaby TOUZINAUD, Agnès POTTIER, Gérard PERRIN, Jean-Luc FOURRÉ, Sylvie CHURLAND et Bernard COMBEAU pour le bassin Est ;
- Rémy CATROU, Charlotte TOUSSAINT et Ammar BERDAÏ pour le bassin de Saintes ;
- Stéphane TAILLASSON et Michel ROUX pour le bassin Nord ;
- Jérôme GARDELLE pour le bassin Sud.

Les conseillers municipaux proposés sont :

- Daniel MOULON, Pascal PELLERIN et Alain MALTERRE pour le bassin Sud ;
- David BOUVARD, Bruno GARDEN, Alain DESTREGUIL et Isabelle COSSON pour le bassin Nord ;
- Pierre DIETZ pour le bassin de Saintes ;
- Philippe CHASSERIEAU et Sabine BONNAUD pour le bassin Est ;
- Lydia MARTINAUD et Christine MESLAND pour le bassin Ouest.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE précise que ses votes, en apparence contradictoires, visent à exprimer son désaccord ainsi que celui de Monsieur MAUDOUX, en particulier pour la délibération précédente, puisque la nécessité d'établir des listes n'a été spécifiée que le 27 juillet pour le 28, et ne lui ont été proposés que des postes de suppléants, a fortiori pas dans toutes les commissions. Elle indique par ailleurs s'abstenir lorsqu'elle n'a pas été consultée.

Monsieur le Président estime que Madame BENCHIMOL-LAURIBE a été prévenue au même titre que l'ensemble des Conseillers, et que par ailleurs la représentation est cohérente avec la majorité et les oppositions. Il fait remarquer que Pierre DIETZ et Rémy CATROU sont d'ailleurs bien titulaires.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE doute que Monsieur Pierre DIETZ ait été informé de ce choix.

Monsieur le Président indique qu'il s'agit d'une proposition qu'il pourra décliner en démissionnant, et qu'une demande avait été formulée en ce sens.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE répond qu'il convient à minima d'informer les personnes avec qui l'on travaille.

Monsieur le Président estime que cette information a eu lieu. En l'absence de question complémentaire, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1412-1, L. 2221-1 et suivants, et R. 2221-1 et suivants, et L. 2121-21,

Vu le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 7 °), « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Vu la délibération n° 2017-224 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2017 portant création d'une régie pour les déchets dotée de la seule autonomie financière - Approbation des statuts,

Considérant que conformément aux statuts, il y a lieu de désigner les 28 membres du Conseil d'exploitation de la régie comprenant 16 Conseillers communautaires et 12 Conseillers municipaux,

Considérant que ces personnes sont désignées par le conseil communautaire sur proposition du Président de la CDA,

Considérant que sont proposées par le Président les personnes suivantes au conseil d'exploitation :

Au titre des représentants du conseil communautaire :

<i>-Jérôme GARDELLE</i>	<i>-Bernard COMBEAU</i>
<i>-Eliane TRAIN</i>	<i>-Rémy CATROU</i>
<i>-Pierre TUAL</i>	<i>-Charlotte TOUSSAINT</i>
<i>-Alain MARGAT</i>	<i>-Ammar BERDAÏ</i>
<i>-Gaby TOUZINAUD</i>	<i>-Stéphane TAILLASSON</i>
<i>-Agnès POTTIER</i>	<i>-Joseph De MINIAC</i>
<i>-Gérard PERRIN</i>	<i>-Michel ROUX</i>
<i>-Jean-Luc FOURRE</i>	<i>-Sylvie CHURLAUD</i>

Au titre des représentants des conseils municipaux :

<i>-Daniel MOULON</i>	<i>-Isabelle COSSON</i>
<i>-Pascal PELLERIN</i>	<i>-Pierre DIETZ</i>
<i>-Alain MALTERRE</i>	<i>-Philippe CHASSERIEAU</i>
<i>-David BOUVARD</i>	<i>-Sabine BONNAUD</i>
<i>-Bruno GARDEN</i>	<i>-Lydia MARTINAUD</i>
<i>-Alain DESTREGUIL</i>	<i>-Christine MESLAND</i>

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner les 28 membres proposés ci-dessus au Conseil d'exploitation de la régie des déchets de la Communauté d'Agglomération de Saintes, dotée de la seule autonomie financière par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.

- d'autoriser le Président ou son représentant en charge de la politique des déchets à signer tout acte ou document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*
- Désigne les 28 membres du Conseil d'exploitation de la régie comprenant 16 Conseillers communautaires et 12 Conseillers municipaux suivants :*

Au titre des représentants des conseillers communautaires :

<i>- Jérôme GARDELLE</i>	<i>- Bernard COMBEAU</i>
<i>- Eliane TRAIN</i>	<i>- Rémy CATROU</i>
<i>- Pierre TUAL</i>	<i>- Charlotte TOUSSAINT</i>
<i>- Alain MARGAT</i>	<i>- Ammar BERDAÏ</i>
<i>- Gaby TOUZINAUD</i>	<i>- Stéphane TAILLASSON</i>
<i>- Agnès POTTIER</i>	<i>- Joseph De MINIAC</i>
<i>- Gérard PERRIN</i>	<i>- Michel ROUX</i>
<i>- Jean-Luc FOURRE</i>	<i>- Sylvie CHURLAUD</i>

Au titre des représentants des conseils municipaux :

- | | |
|--------------------|------------------------|
| - Daniel MOULON | - Isabelle COSSON |
| - Pascal PELLERIN | - Pierre DIETZ |
| - Alain MALTERRE | - Philippe CHASSERIEAU |
| - David BOUVARD | - Sabine BONNAUD |
| - Bruno GARDEN | - Lydia MARTINAUD |
| - Alain DESTREGUIL | - Christine MESLAND |
- Autorise le Président ou son représentant en charge de la politique des déchets à signer tout acte ou document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-129. Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) - Détermination de sa composition

Monsieur le Président indique que la délibération vise, dans le cadre de la création de la CLECT, à fixer le nombre de ses membres. Il propose la représentation suivante :

- 3 représentants pour la Ville de Saintes ;
- 1 représentant par commune pour les autres communes, soit un total de 38 membres.

En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu le PV d'installation du conseil communautaire, d'élection du président, des vice-présidents et des autres membres du bureau du 16 juillet 2020,

Considérant que suite au renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, il convient de créer entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges conformément à l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts.

Cette création incombe à l'organe délibérant de l'établissement qui est chargé d'en déterminer la composition à la majorité des deux tiers.

Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

Aussi, il est proposé au conseil communautaire de créer une commission locale d'évaluation des charges transférées entre la CDA de Saintes et ses communes membres pour la durée du mandat selon la composition suivante :

3 représentants pour la Ville de Saintes,

1 représentant par commune pour les autres communes,

Soit un total de 38 membres.

Le Maire de chacune des communes devra transmettre à la Communauté d'agglomération le nom du ou des représentants désignés, étant précisé que les modalités de désignation sont laissées à

la libre appréciation de chaque commune à savoir : délibération du conseil municipal ou désignation par le Maire.

Au vu de ces désignations, le Président de la Communauté d'agglomération prendra un arrêté fixant la liste des membres de la CLECT.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

Approuve à la majorité cette proposition par :

- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 62 Voix pour
- 0 Voix contre

2020-130. Comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane - Désignation des délégués

Monsieur le Président fait lecture de la liste des 45 délégués titulaires et des 45 délégués suppléants proposés au vote dans le cadre de cette délibération. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5711-1 et L. 5212-16,

Vu l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 précisant que « l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés au même article L. 5711-1 ».

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu l'arrêté préfectoral n° 18-1558bis DCC-BI en date du 30 juillet 2018 portant modification des statuts du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,

Considérant qu'il convient de désigner les délégués de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane à raison de 45 membres titulaires et 45 membres suppléants.

Considérant que sont proposés comme délégués titulaires les candidats suivants :

-Alain MARGAT	-Laurent GOUINAUD	-Evelyne PARISI
-Laurent MICHAUD	-Philippe CHASSERIEAU	-Joël TERRIEN
-Joseph De MINAC	-Bernadette HADJ	-Philippe CALLAUD
-Pierre TUAL	-Philippe ROUET	-Martine BUFFET
-Amanda LESPINASSE	-Raymond MOSHEN	-Laurent CHANTOURY
-Sylvie MERCIER	-Sébastien PAJOT	-Pierre DIETZ
-Bernard CHATEAUGIRON	-Bernard COMBEAU	-Véronique FICHEL
-Gérard PERRIN	-Virginie SAUVERRE	-Philippe DELHOUME
-Jean-Luc MARCHAIS	-Alain SERIS	-Jean-Michel ROUGER
-Aurore DESCHAMPS	-Christian BARBIER	-François EHLINGER
-Françoise BARBAUD	-Fabrice BARUSSEAU	-Sylvie BRUN
-Gaby TOUZINAUD	-Jacki RAGONNEAUD	-Corinne PEQUIGNOT
-Pascal GILLARD	-Eric PANNAUD	-Anne-Sophie SERRA
-Francis GRELLIER	-Jean-Luc FOURRE	DAVISSEAU
-Patrice SALLAFRANQUE	-Bruno DRAPRON	
-Jérôme GARDELLE	-Marie-Line CHEMINADE	

Considérant que sont proposés comme délégués suppléants les candidats suivants :

-Sylvie BARDET	-Patrick ROUDIER	-Philippe CREACHCADEC
-Bernard CHAIGNEAU	-Marie-Line CLOUX	-Charlotte TOUSSAINT
-Lydia MARTINAUD	-Claudine PEYAMAURE	-Dominique DEREN
-Jean-Claude LANDREIN	-Martine MIRANDE	-Sophie DEBORDE
-Frédéric ROUAN	-Corinne MACHEFERT	-Pierre MAUDOUX
-Jean-Pierre BRUNET	-Géraldine DESRENTES	-Renée BENCHIMOL-LAURIBE
-Eliane TRAIN	-Sylvie BEGIN	-Pierre HERVE
-Françoise DURAND	-Jean-Marc AUDOUIN	-Florence CAILLAUD
-Laurent WOZNIEZKO	-Michel ROUX	-David JARRY
-Eric BIGOT	-Gaëlle BERNARD	-Jean-Paul COMPAIN
-Caroline ANDRE	-Jean-Claude CHAUVET	-Françoise LIBOUREL
-Isabelle COSSON	-Jean Luc GRAVELLE	-Agnès POTTIER
-Claudine BRUNETEAU	-Annick FIAUD	-Christine MESLAND
-Ludovic NORIGEON	-Alexandre ARNAUD	-Laurent DAVIET
-Vanessa GHYS	-Ammar BERDAÏ	
	-Véronique TORCHUT	

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De décider, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 sous réserve de l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 45 membres titulaires et 45 membres suppléants au sein du comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- Approuve à l'unanimité, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 45 membres titulaires et 45 membres suppléants au sein du comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane et de les désigner par un vote à main levée.
- Désigne comme délégués titulaires les membres suivants :

- Alain MARGAT	-Laurent GOUINAUD	-Evelyne PARISI
-Laurent MICHAUD	-Philippe CHASSERIEAU	-Joël TERRIEN
-Joseph De MINIAC	-Bernadette HADJ	-Philippe CALLAUD
-Pierre TUAL	-Philippe ROUET	-Martine BUFFET
-Amanda LESPINASSE	-Raymond MOSHEN	-Laurent CHANTOURY
-Sylvie MERCIER	-Sébastien PAJOT	-Pierre DIETZ
-Bernard CHATEAUGIRON	-Bernard COMBEAU	-Véronique FICHEL
-Gérard PERRIN	-Virginie SAUVERRE	-Philippe DELHOUME
-Jean-Luc MARCHAIS	-Alain SERIS	-Jean-Michel ROUGER
-Aurore DESCHAMPS	-Christian BARBIER	-François EHLINGER
-Françoise BARBAUD	-Fabrice BARUSSEAU	-Sylvie BRUN
-Gaby TOUZINAUD	-Jacki RAGONNEAUD	-Corinne PEQUIGNOT
-Pascal GILLARD	-Eric PANNAUD	-Anne-Sophie SERRA
-Francis GRELLIER	-Jean-Luc FOURRÉ	DAVISSEAU
-Patrice SALLAFRANQUE	-Bruno DRAPRON	
-Jérôme GARDELLE	-Marie-Line CHEMINADE	

- Désigne comme délégués suppléants les membres suivants :

-Sylvie BARDET	-Bernard CHAIGNEAU	-Lydia MARTINAUD
----------------	--------------------	------------------

-Jean-Claude LANDREIN	-Claudine PEYAMAURE	-Philippe CREACHCADEC
-Frédéric ROUAN	-Martine MIRANDE	-Charlotte TOUSSAINT
-Jean-Pierre BRUNET	-Corinne MACHEFERT	-Dominique DEREN
-Eliane TRAIN	-Géraldine DESRENTES	-Sophie DEBORDE
-Françoise DURAND	-Sylvie BEGIN	-Pierre MAUDOUX
-Laurent WOZNIEZKO	-Jean-Marc AUDOUIN	-Renée BENCHIMOL-LAURIBE
-Eric BIGOT	-Michel ROUX	-Pierre HERVE
-Caroline ANDRE	-Gaëlle BERNARD	-Florence CAILLAUD
-Isabelle COSSON	-Jean-Claude CHAUVET	-David JARRY
-Claudine BRUNETEAU	-Jean Luc GRAVELLE	-Jean-Paul COMPAIN
-Ludovic NORIGEON	-Annick FIAUD	-Françoise LIBOUREL
-Vanessa GHYS	-Alexandre ARNAUD	-Agnès POTTIER
-Patrick ROUDIER	-Ammar BERDAÏ	-Christine MESLAND
-Marie-Line CLOUX	-Véronique TORCHUT	-Laurent DAVIET

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-131. SEMIS - Désignation du représentant permanent au Conseil d'administration et aux Assemblées générales ordinaires et extraordinaires

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Évelyne PARISI en tant que représentante permanente au Conseil d'administration et aux Assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la SEMIS. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-33, L.2121-21 et L.5211-1,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est actionnaire de la SEMIS (Société d'Economie Mixte Immobilière de la Saintonge) au capital social de 1 937 300 €, dont l'objet social est principalement sur le territoire de la Région Poitou-Charentes :

1) De réaliser toutes opérations immobilières telles que :

- *L'étude, la construction ou l'aménagement sur tous terrains d'immeubles collectifs ou individuels bénéficiant de prêts aidés par l'Etat et éventuellement, la construction ou l'aménagement de services communs afférents à ces ensembles immobiliers ainsi que le financement total ou partiel de ces opérations,*
- *L'étude, la construction ou l'aménagement, le financement sur tous terrains d'immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation autres que ceux cités précédemment,*
- *La location, la vente, l'échange de ces immeubles,*
- *La gestion, l'entretien et la mise en valeur par tout moyen des immeubles construits.*
- *D'assurer en qualité de Syndic ou en toute autre qualité, l'exploitation des programmes en copropriété,*
- *De procéder à l'étude et à la réalisation d'opérations de rénovation urbaine et de restauration immobilière,*

- 4) De procéder à l'étude et à la réalisation d'opérations d'aménagement, à tous actes nécessaires à la réalisation de ces opérations,
- De procéder à l'étude, la réalisation, la vente et la gestion d'équipements d'infrastructures ou de superstructures de nature à favoriser le développement économique, touristique, culturel et socio-médical,
- 6) De contribuer au fonctionnement de tous organismes publics ou parapublics ayant pour objet la réalisation de programmes de logements à caractère social et leurs annexes,
- D'assurer la gestion et l'exploitation de tous services publics, industriels ou commerciaux, de tous équipements sportifs, culturels ou touristiques, comme de procéder à la réalisation des équipements et installations correspondants,

La société pourra réaliser son objet soit pour son compte, soit pour le compte d'autrui et notamment des collectivités locales. Elle pourra prendre toute participation dans des sociétés ou groupements permettant la réalisation de son objet.

D'une manière générale, elle pourra réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, qui s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes dispose d'un poste d'administrateur sur les 14 que comporte le conseil d'administration, conformément aux règles définies par l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que suite à l'installation du conseil communautaire, à l'élection du Président, des Vice-présidents et des autres membres du bureau de la Communauté d'agglomération de Saintes, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Communauté d'Agglomération au conseil d'administration de la SEMIS.

Considérant qu'enfin, il conviendra que la Communauté d'Agglomération de Saintes désigne son représentant auprès des assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la SEMIS.

Considérant qu'est proposé comme représentant au Conseil d'Administration de la SEMIS le candidat suivant :

-Evelyne PARISI

Considérant qu'est proposé comme représentant aux Assemblées Générales ordinaires et extraordinaires de la SEMIS le candidat suivant :

-Evelyne PARISI

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De désigner Madame Evelyne PARISI comme représentant au Conseil d'Administration de la SEMIS par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT,*
- *De désigner Madame Evelyne PARISI comme représentant aux Assemblées Générales ordinaires et extraordinaires de la SEMIS par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT,*
- *D'autoriser son représentant à accepter toutes fonctions ainsi que tous mandats spéciaux qui pourraient lui être confiés par le conseil d'administration ou par son Président.*

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :

- *Approuve à l'unanimité, de désigner le membre par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*
- *Désigne Madame Evelyne PARISI comme représentante au Conseil d'Administration de la SEMIS*
- *Désigne Madame Evelyne PARISI comme représentante aux Assemblées Générales ordinaires et*

extraordinaires de la SEMIS

- *Autorise son représentant à accepter toutes fonctions ainsi que tous mandats spéciaux qui pourraient lui être confiés par le conseil d'administration ou par son Président*

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-132. Conseil d'administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH) - Désignation des représentants

Monsieur le Président propose, au titre des représentants de la CDA au sein du Conseil d'administration de l'OPH, la nomination de Françoise DURAND, Pascal GILLARD, Patrick PAYET, Évelyne PARISI, Pierre TUAL et Françoise LIBOUREL. Il propose, au titre des personnalités qualifiées : David JARRY, Martine MIRANDE et Jean-Claude LANDREIN. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-33, L.2121-21 et L.5211-1,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment l'article L. 421-6 relatif aux collectivités de rattachement des Offices Publics de l'Habitat (OPH), modifié et l'article L. 421-8 relatif à la composition des Conseils d'Administration des Offices Publics de l'Habitat, modifié ainsi que les articles R. 421-4 et suivants,

Vu le décret n° 2008-566 du 18 juin 2008 relatif à l'administration des offices publics de l'habitat et fixant notamment le nombre d'administrateurs pour un OPH ayant moins de 2 000 logements,

Vu l'arrêté Préfectoral n° 16-2245 du 23 décembre 2016 portant rattachement de l'Office Public de l'Habitat de la ville de Saintes à la Communauté d'Agglomération de Saintes au 1^{er} janvier 2017,

Vu la délibération n° 2016-148 du Conseil Communautaire du 15 septembre 2016 approuvant le rattachement de l'OPH de la Ville de Saintes à la CDA de Saintes,

Considérant que par traité d'apport en date du 27 novembre 2013, l'OPH de la Ville de Saintes a fait l'apport de son activité locative à la Société d'Economie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS) moyennant l'attribution de 4 373 actions,

Considérant que l'OPH de la Ville de Saintes est un actionnaire privé de la SEMIS, que les actions qu'il détient représentent 22,57 % du capital social et qu'il dispose de deux représentants (administrateurs) au Conseil d'Administration,

Considérant que dans le cadre du traité, le personnel de droit public a été détaché dans la SEM pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} novembre 2013,

Considérant qu'en application des articles L. 421-6 et R. 421-1-1 du CCH, le Conseil Communautaire a approuvé le rattachement de l'OPH de Saintes à la Communauté d'Agglomération de Saintes à compter du 1^{er} janvier 2017,

Considérant que par arrêté préfectoral du 23 décembre 2016, l'OPH de la Ville de Saintes a été rattaché à la CDA de Saintes à compter du 1^{er} janvier 2017,

Considérant que suite au renouvellement du conseil communautaire, il y a lieu de recomposer le Conseil d'Administration de l'OPH, lequel doit comprendre 17 membres, en vertu des articles R. 421-4 et R. 421-5 du CCH, à savoir :

Collège « Collectivités Locales » :

- *Neuf représentants de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) de rattachement désignés par son organe délibérant :*
 - o *Dont six en son sein,*
 - o *Et trois, qui ne sont pas des élus de l'établissement public de rattachement, en qualité de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement et de*

financement de ces politiques, ou en matière d'affaires sociales. L'une de ces personnalités qualifiées a la qualité d'élu d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI du ressort de compétence de l'Office, autre que celle ou celui de rattachement ;

Collège « Socio-professionnels » :

- *Un membre est désigné par la ou les caisses d'allocation familiales (CAF) du département du siège de l'Office ;*
- *Un membre est désigné par l'union départementale des associations familiales (UDAF) du département du siège de l'office ;*
- *Un membre est désigné par les associés des collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction dans le département du siège ;*
- *Un membre est désigné par les organisations syndicales de salariés les plus représentatives dans le département du siège ;*

Collège « Insertion » :

- *Un membre représente les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ;*

Collège « Locataires »

- *Trois membres sont les représentants des locataires.*

Considérant que l'OPH n'a plus de patrimoine depuis le transfert de son activité locative sociale à la SEMIS depuis le 1^{er} novembre 2013, le collège « locataires » n'a pas été renouvelé en décembre 2014 (date des élections des représentants des locataires au Conseil d'Administration des OPH, en vertu du décret 2008-566 du 18 juin 2008),

Il convient donc :

- *D'arrêter la composition du Conseil d'Administration de l'OPH de Saintes à 14 membres.*
- *De désigner 9 représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes constituant le Collège « Collectivités Locales » du Conseil d'Administration de l'OPH par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*

6 représentants de la CDA :

*-Françoise DURAND
-Pascal GILLARD
-Patrick PAYET
-Evelyne PARISI
-Pierre TUAL
-Françoise LIBOUREL*

3 personnes qualifiées :

*-David JARRY
-Martine MIRANDE
-Jean-Claude LANDREIN*

- *De rappeler que les membres du collège « Socio-professionnels » sont désignés par leur organisation professionnelle sur sollicitation de la Communauté d'Agglomération (un membre désigné par la CAF de Charente-Maritime, un autre désigné par l'UDAF, un troisième désigné par les associés des collecteurs [1 %] de la participation des employeurs à l'effort de construction et enfin un membre désigné par l'organisation syndicale de salariés la plus représentative de la Charente-Maritime).*
- *De rappeler que le membre du collège « Insertion » est désigné par l'association dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées sur sollicitation de la Communauté d'Agglomération : ce membre est désigné par l'association « Le Logis ».*
- *D'autoriser Monsieur le Président à signer tous documents y afférents et à inviter les autorités chargées de désigner les autres membres du Conseil d'administration à faire connaître leurs représentants.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- *Approuve à l'unanimité, de désigner les 9 représentants de la Communauté d'Agglomération de*

Saintes constituant le Collège « Collectivités Locales » du Conseil d'Administration de l'OPH par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.

- Arrête la composition du Conseil d'Administration de l'OPH de Saintes à 14 membres.
- Désigne les 9 représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes constituant le Collège « Collectivités Locales » du Conseil d'Administration de l'OPH :

6 représentants Conseillers
communautaires :

-Françoise DURAND
-Pascal GILLARD
-Patrick PAYET
-Evelyne PARISI
-Pierre TUAL
-Françoise LIBOUREL

3 personnes qualifiées :

-David JARRY
-Martine MIRANDE
-Jean-Claude LANDREIN

- Rappelle que les membres du collège « Socio-professionnels » sont désignés par leur organisation professionnelle sur sollicitation de la Communauté d'Agglomération (un membre désigné par la CAF de Charente-Maritime, un autre désigné par l'UDAF, un troisième désigné par les associés des collecteurs [1 %] de la participation des employeurs à l'effort de construction et enfin un membre désigné par l'organisation syndicale de salariés la plus représentative de la Charente-Maritime).
- Rappelle que le membre du collège « Insertion » est désigné par l'association dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées sur sollicitation de la Communauté d'Agglomération : ce membre est désigné par l'association « Le Logis ».
- Autorise Monsieur le Président à signer tous documents y afférents et à inviter les autorités chargées de désigner les autres membres du Conseil d'administration à faire connaître leurs représentants.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-133. Désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes à la Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives (CCAPEX)

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Évelyne PARISI et de Pascal GILLARD en tant représentants respectivement titulaire et suppléant auprès de la Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR,

Vu le décret n° 2015-1384 du 30 octobre 2015 relatif à la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n° 2017-192 du Conseil Communautaire en date du 19 octobre 2017 portant désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes à la Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives (CCAPEX),

Considérant que les nouvelles modalités de tenue des Commissions de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions Locatives (CCAPEX) prévoient d'associer un représentant de chaque EPCI du Département disposant d'un PLH exécutoire,

Considérant l'intérêt pour la Communauté d'Agglomération de Saintes de participer à cette instance départementale et à sa sous-commission locale au regard de sa politique en matière d'insertion et d'habitat,

Considérant qu'il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger au sein de la CCAPEX départementale et de sa sous-commission locale,

Considérant qu'est proposé comme représentant titulaire le candidat suivant :

- Madame Evelyne PARISI

Considérant qu'est proposé comme représentant suppléant le candidat suivant :

- Monsieur Pascal GILLARD

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de désigner Madame Evelyne PARISI comme représentant titulaire au sein de la CCAPEX par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- de désigner Monsieur Pascal GILLARD comme représentant suppléant au sein de la CCAPEX par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Madame Evelyne PARISI comme représentant titulaire au sein de la CCAPEX
- Désigne Monsieur Pascal GILLARD comme représentant suppléant au sein de la CCAPEX

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-134. Désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes aux instances locales « hébergement - logement »

Monsieur le Président propose la candidature d'Evelyne PARISI et de Pascal GILLARD en tant que représentants respectivement titulaire et suppléant aux instances locales « hébergement - logement ». En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR,
Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I), 3 °), relatif à « l'équilibre social de l'habitat »,

Considérant la signature, le 28 février 2017, du nouveau « plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées » co-piloté par l'Etat et le Département,

Considérant le souhait de la Préfecture de la Charente-Maritime d'associer les Intercommunalités aux instances locales « hébergement - logement » en tant que partenaires,

Considérant que ces instances locales « hébergement - logement » visent à améliorer l'offre d'hébergement et de logement en fonction de la demande repérée sur les territoires, et à traiter des situations individuelles complexes,

Considérant l'intérêt pour la Communauté d'Agglomération de participer à ces instances locales « hébergement - logement »,

Considérant qu'il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant au sein des instances locales « hébergement - logement »,

Considérant qu'est proposé comme représentant titulaire le candidat suivant :

- Madame Evelyne PARISI

Considérant qu'est proposé comme représentant suppléant le candidat suivant :

- Monsieur Pascal GILLARD

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de désigner Madame Evelyne PARISI comme représentant titulaire au sein des instances locales « hébergement - logement » par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- de désigner Monsieur Pascal GILLARD comme représentant suppléant au sein des instances locales « hébergement - logement » par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Madame Evelyne PARISI comme représentant titulaire au sein des instances locales « hébergement - logement ».
- Désigne Monsieur Pascal GILLARD comme représentant suppléant au sein des instances locales « hébergement - logement ».

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-135. Association des fichiers partagés de la demande en Poitou-Charentes (Afipade) - Désignation des représentants

Monsieur le Président propose la désignation d'Evelyne PARISI et de Pascal GILLARD en tant que représentants respectivement titulaire et suppléant auprès de l'Association des fichiers partagés de la demande en Poitou-Charentes. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-33, L.2121-21 et L.5211-1,

Vu l'article L. 441-2-7 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts de l'« Association des Fichiers Partagés de la Demande en Poitou-Charentes », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dite Afipade, adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 18 février 2011 et modifiés par celle-ci le 24 juin 2011,

Considérant qu'il est proposé la candidature suivante au poste de titulaire :

- Madame Evelyne PARISI

Considérant qu'il est proposé la candidature suivante au poste de suppléant :

- Monsieur Pascal GILLARD

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT Mme Evelyne PARISI comme représentante titulaire et Mr Pascal GILLARD comme représentant suppléant pour la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'Association des fichiers partagés de la demande en Poitou-Charentes (Afipade).

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Mme Evelyne PARISI comme représentante titulaire et Mr Pascal GILLARD comme représentant suppléant pour la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'Association des fichiers partagés de la demande en Poitou-Charentes (Afipade).

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre

2020-136. Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement Charente-Maritime (CAUE 17) - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président propose la candidature de Jean-Luc MARCHAIS en tant que représentant auprès du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement Charente-Maritime. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Considérant qu'il convient de désigner un représentant de la Communauté d'Agglomération pour assister aux réunions de l'Assemblée Générale du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Charente-Maritime (CAUE 17),

Considérant qu'il est proposé la candidature de :

- Monsieur Jean-Luc MARCHAIS

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT Monsieur Jean-Luc MARCHAIS pour représenter la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement Charente-Maritime (CAUE 17).

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner son représentant au CAUE 17 par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Monsieur Jean-Luc MARCHAIS pour représenter la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement Charente-Maritime (CAUE 17).

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre

2020-137. Association départementale d'Information pour le Logement de la Charente-Maritime (ADIL 17) - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président propose la candidature d'Évelyne PARISI en tant que représentante auprès de l'Association départementale d'Information pour le Logement de la Charente-Maritime. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Considérant qu'il convient suite au renouvellement du conseil communautaire de désigner un représentant de la Communauté d'Agglomération pour assister aux réunions de l'Assemblée Générale de l'Association Départementale d'Information pour le Logement de la Charente-Maritime (ADIL 17),

Considérant qu'il est proposé la candidature de :

- Madame Evelyne PARISI

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Madame Evelyne PARISI pour représenter la Communauté d'Agglomération au sein de l'Association Départementale d'Information pour le Logement Charente-Maritime (ADIL 17).

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner son représentant au sein de l'ADIL 17 par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Mme Evelyne PARISI pour représenter la Communauté d'Agglomération au sein de l'Association Départementale d'Information pour le Logement Charente-Maritime (ADIL 17).

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-138. Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA) - Désignation des représentants

Monsieur le Président propose la candidature de Frédéric ROUAN et de Jean-Luc MARCHAIS en tant que représentants respectivement titulaire et suppléant auprès de l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Établissement Public Foncier de Poitou-Charentes,

Vu le décret n° 2014-1730 du 29 décembre 2014 portant modification du décret de création de l'Établissement Public Foncier (EPF) de Poitou-Charentes et notamment son article 5,

Vu le décret n° 2017-837 du 5 mai 2017 portant extension de l'Établissement Public Foncier,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Considérant que l'EPF de Nouvelle-Aquitaine est un Établissement public de l'État accompagnant les collectivités de la région dans leurs politiques foncières et leurs projets d'aménagement. Dans le cadre du

Programme Pluriannuel d'Intervention 2014-2018, l'EPF vient en appui sur les projets de renouvellement urbain, de développement de l'offre de logements, de restructuration de centre-bourgs et de développement de l'emploi et de l'économie. L'établissement intervient en matière de diagnostic foncier, de négociations foncières et d'acquisitions, d'études de préféabilité et de portage, afin d'optimiser la réalisation des opérations tout en limitant le risque pour les collectivités.

Considérant qu'en application du décret du 5 mai 2017 susvisé, le Conseil d'administration de l'EPF de Nouvelle Aquitaine est composé de trente et un membres dotés chacun d'un suppléant, dont un représentant pour la Communauté d'Agglomération de Saintes et son suppléant désignés par l'organe délibérant parmi ses membres.

Considérant qu'il est proposé la candidature suivante au poste de titulaire :

- Monsieur Frédéric ROUAN

Considérant qu'il est proposé la candidature suivante au poste de suppléant :

- Monsieur Jean-Luc MARCHAIS

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT Monsieur Frédéric ROUAN comme représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Conseil d'Administration de l'EPF de Nouvelle Aquitaine.
- De désigner par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT Monsieur Jean-Luc MARCHAIS comme représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Conseil d'Administration de l'EPF de Nouvelle Aquitaine.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Monsieur Frédéric ROUAN comme représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Conseil d'Administration de l'EPF de Nouvelle Aquitaine.
- Désigne Monsieur Jean-Luc MARCHAIS comme représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Conseil d'Administration de l'EPF de Nouvelle Aquitaine.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-139. Commission départementale d'Aménagement commercial (CDAC) de la Charente-Maritime - Désignation des représentants

Monsieur le Président propose la candidature de Frédéric ROUAN et de Fabrice BARUSSEAU en tant que représentants respectivement titulaire et suppléant auprès de la Commission départementale de l'Aménagement commercial de la Charente-Maritime. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu le Code du commerce, et notamment les articles L. 751-2 et R. 751-2,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Considérant que l'article L.751-2-II 1 °) du code du commerce dispose que cette commission est composée des sept élus suivants :

« a) Le maire de la commune d'implantation ou son représentant ;

b) Le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation ou son représentant ;

c) Le président du syndicat mixte ou de l'établissement public de coopération intercommunale mentionné à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la commune d'implantation ou son représentant ou, à défaut, le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement ou, à défaut, un membre du conseil départemental ;

d) Le président du conseil départemental ou son représentant ;

e) Le président du conseil régional ou son représentant ;

f) Un membre représentant les maires au niveau départemental ;

g) Un membre représentant les intercommunalités au niveau départemental.

Lorsque l'un des élus détient plusieurs mandats mentionnés aux a à g du présent 1 °, il ne siège qu'au titre de l'un de ses mandats. Le cas échéant, le ou les organes délibérants dont il est issu désignent son remplaçant pour chacun des mandats au titre desquels il ne peut siéger ; »

L'article R.751-2 du même code précise qu'aucun élu de la commune d'implantation ne peut siéger en une autre qualité que celle de représentant de sa commune.

Considérant qu'est proposé pour remplacer le président de la CDA de Saintes au sein de la CDAC lorsqu'il ne peut y siéger en raison de plusieurs mandats (maire de la commune d'implantation et Président de l'EPCI dont est membre la commune d'implantation) :

- Monsieur Frédéric ROUAN

Considérant qu'est proposé comme représentant suppléant au sein de la CDAC :

- Monsieur Fabrice BARUSSEAU

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Mr Frédéric ROUAN pour remplacer le président de la CDA de Saintes au sein de la CDAC lorsqu'il ne peut y siéger en raison de plusieurs mandats.

- de désigner par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Mr Fabrice BARUSSEAU comme suppléant au sein de la CDAC.

- d'autoriser le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Mr Frédéric ROUAN pour remplacer le président de la CDA de Saintes au sein de la CDAC lorsqu'il ne peut y siéger en raison de plusieurs mandats.
- Désigne Mr Fabrice BARUSSEAU comme suppléant au sein de la CDAC.
- Autorise le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-140. Association du Pôle Innovation de Saintes - Désignation des représentants

Monsieur le Président propose la candidature des cinq conseillers suivants pour être désignés en tant que représentants auprès de l'Association du Pôle Innovation de Saintes :

- Alexandre GRENOT,
- Pierre-Henri JALLAIS,
- Francis GRELLIER,
- Jérôme GARDELLE,
- Bruno DRAPRON.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'interroge quant à l'absence de femmes au sein de cette délégation.

Monsieur le Président indique qu'elles sont présentes partout ailleurs.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE ne se satisfait pas de cette réponse.

Monsieur le Président précise que cette absence n'est pas volontaire et souhaite rassurer Madame BENCHIMOL-LAURIBE sur la large représentation des femmes dans plein d'autres délibérations.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE conteste ce point de vue, ajoutant qu'elles ne sont que 15 % dans les élections.

Monsieur le Président rappelle que ce fait est dû aux élections municipales, dont le résultat compose cette assemblée, qui n'est certes pas paritaire. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

* * * * *

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1 °), « Développement économique »,

Vu la délibération n° 2018-147 du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2018 portant adhésion de la CDA de Saintes à l'Association du Pôle Innovation de Saintes,

Vu les statuts de l'« Association du Pôle Innovation de Saintes » en date du 4 juillet 2018,

Vu la délibération n° 2019-185 du 7 novembre 2019 portant attribution d'une subvention à l'association du pôle innovation de Saintes pour le second exercice comptable de l'association,

Considérant l'objet social de l'Association du Pôle Innovation de Saintes dont la vocation est de favoriser l'émergence et le développement d'activités économiques innovantes et de créer ainsi de la valeur ajoutée sur le bassin d'activité et d'emplois saintais,

Considérant que l'Association du Pôle Innovation de Saintes ambitionne de devenir une structure de premier plan en matière d'innovation intégrant les acteurs locaux ainsi que de « jeunes pousses » nécessitant d'être accompagnées,

Considérant que les principales missions de l'Association du Pôle Innovation de Saintes sont d'héberger et d'accompagner les porteurs de projets innovants, en activité de recherche-développement et/ou dans le secteur tertiaire, de développer et promouvoir le savoir-faire présent localement à travers la mise en place d'événements, de réunir les acteurs compétents et dynamiques en matière d'innovation, et d'accompagner la promotion de l'attractivité et du cadre de vie de ce territoire,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de participer aux travaux de l'Association du Pôle Innovation de Saintes compte tenu de la nécessaire mutation du territoire vers les domaines du numérique et de l'innovation,

Considérant les retombées économiques de ces activités et de leur développement pour le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant qu'au regard du montant de la subvention attribuée par la CDA de Saintes à l'Association du Pôle Innovation de Saintes pour l'année 2019, la CDA doit désigner 5 représentants au sein de l'association (Collège des membres associés)

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, les représentants de la CDA de Saintes au sein de l'Association du Pôle Innovation de Saintes*

comme suit :

1. M. Alexandre GRENOT,
2. M. Pierre-Henri JALLAIS,
3. M. Francis GRELLIER,
4. M. Jérôme GARDELLE,
5. M. Bruno DRAPRON.

- D'autoriser le Président à signer tous documents relatifs à cette délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne comme représentants de la CDA de Saintes au sein de l'Association du Pôle Innovation de Saintes :
 1. M. Alexandre GRENOT
 2. M. Pierre-Henri JALLAIS
 3. M. Francis GRELLIER
 4. M. Jérôme GARDELLE
 5. M. Bruno DRAPRON.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-141. Désignation du représentant de la CDA de Saintes au Conseil d'administration de l'association Spirits Valley

Monsieur le Président propose de désigner Jean-Marc AUDOUIN en tant que représentant au sein du Conseil d'administration de Spirits Valley et fait part de la confiance qu'il lui porte dans ce rôle. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1 °), « Développement économique »,

Vu la délibération n° 2018-110 du Conseil Communautaire en date du 24 mai 2018, transmise au contrôle de légalité le 04 juin 2018, portant adhésion de la CDA de Saintes à l'association Spirits Valley,

Considérant l'objet social de l'association Spirits Valley dont la vocation est de constituer un cluster (pôle d'excellence) des spiritueux « super-premium » sur les bassins économiques d'Angoulême, de Cognac et de la Saintonge,

Considérant que l'association Spirits Valley ambitionne de devenir l'ambassadeur de ce pôle d'excellence, intégrant les acteurs de la filière, de l'élaboration à l'expédition des spiritueux,

Considérant que les principales missions du cluster Spirits Valley sont :

- développer et de promouvoir le savoir-faire, les formations d'excellence et la recherche,
- optimiser les flux de marchandises et de personnes,
- accompagner la promotion de l'attractivité et du cadre de vie de ce territoire,

Considérant les retombées économiques de ces activités et de leur développement pour le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant que la charte des valeurs des adhérents à Spirits Valley prévoit que chaque personne morale adhérente dispose d'un représentant de son choix, et que le cas échéant, le Président est représentant de droit,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de participer aux travaux du cluster Spirits Valley compte tenu de la contribution du territoire à cette filière économique,

Considérant que Monsieur Jean-Marc AUDOUIN se porte candidat pour assurer cette participation,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Monsieur Jean-Marc AUDOUIN comme représentant de la CDA de Saintes au sein du Conseil d'Administration de l'association SPIRITS VALLEY.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner son représentant par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Monsieur Jean-Marc AUDOUIN comme représentant de la CDA de Saintes au sein du Conseil d'Administration de l'association SPIRITS VALLEY.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-142. Désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes à la Maison de la Nouvelle-Aquitaine à Paris

Monsieur le Président propose la candidature d'Alexandre GRENOT et de Jean-Marc AUDOUIN en tant que représentants respectivement titulaire et suppléant auprès de la Maison de la Nouvelle-Aquitaine à Paris. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1 °), « Développement économique » et l'article 6, III, 1 °) « Tourisme »,

Vu la délibération n° 2017-200 du Conseil Communautaire en date du 16 novembre 2017 portant sur l'adhésion et la participation à la création de l'Association de la Maison de Nouvelle-Aquitaine à Paris,

Considérant les statuts de l'association de la Maison de la Nouvelle Aquitaine chargée de la gestion de cette structure,

Considérant qu'au regard des statuts et de l'installation du nouveau conseil communautaire, il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour siéger au sein du collège des Collectivités Territoriales et groupement de collectivités,

Considérant qu'est proposé comme représentant titulaire le candidat suivant :

- Monsieur Alexandre GRENOT,

Considérant qu'est proposé comme représentant suppléant le candidat suivant :

- Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Monsieur Alexandre GRENOT comme représentant titulaire et Monsieur Jean-Marc AUDOUIN comme représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Saintes à la Maison de la Nouvelle Aquitaine à Paris.
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Monsieur Alexandre GRENOT comme représentant titulaire et Monsieur Jean-Marc AUDOUIN comme représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Saintes à la Maison de la Nouvelle Aquitaine à Paris.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-143. EPIC « Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge » - Désignation de représentants

Monsieur le Président propose 13 représentants conseillers communautaires auprès de l'EPIC « Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et fait lecture de la liste mentionnée par la délibération.

Monsieur le Président propose 11 représentants des acteurs socio-professionnels du territoire auprès de l'EPIC « Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et fait lecture de la liste mentionnée par la délibération, faisant figurer 5 représentants des hébergeurs et restaurateurs, 3 représentants des activités commerciales en œno et agritourisme et 3 représentants des sites de visites. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5216-5 I- 1 ° et L.2121-21,

Vu le Code du Tourisme, et notamment les articles L. 133-1 à L. 133-4, R. 133-3,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n° 2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mai 2019 portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation et notamment la création de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge »,

Considérant que les statuts de l'EPIC « Office de tourisme de Saintes et de la Saintonge, prévoient la désignation des membres du comité de direction de l'EPIC par le Conseil Communautaire, ce dernier est composé comme suit :

1) Un collège de 13 conseillers communautaires, représentant la Communauté d'Agglomération de Saintes, élus par le conseil communautaire en son sein,

2) Un collège de 11 membres, représentant les acteurs socio-professionnels du territoire, désignés par délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes sur proposition de son Président établie selon le principe de répartition suivant :

- Représentants des hébergeurs et restaurateurs : 5 sièges.

- Représentants activités commerciales et œno/agri tourisme : 3 sièges.

- Représentants des sites de visites, activités touristiques et de loisirs : 3 sièges.

Considérant la volonté de la CDA de Saintes d'assurer une représentativité tenant compte des diversités territoriales, des multiples partenaires acteurs du tourisme et de la parité hommes/femmes,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, les 13 membres du collège des élus communautaires et les 11 membres du collège des socio-professionnels comme suit :

COLLEGE DES ELUS COMMUNAUTAIRES (13 membres)	COLLEGE DES SOCIO-PROFESSIONNELS (11 membres)
Alexandre GRENOT	➤ <u>Représentants des hébergeurs et restaurateurs, 5 sièges :</u>
Patrick PAYET	

Evelyne PARISI	<ul style="list-style-type: none"> - Monique POTEL (Chambre d'hôtes) - Anne CHATEL (restaurant Romana) - Olivier HAVET (Auberge de Jeunesse) - Jeremy LABORDE (hôtel Campanile) - Jean Christophe DOREAU (Camping CHANIER) <p>➤ <u>Représentants activités commerciales et œno/agri tourisme, 3 sièges :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Laurence BEGEY (Vignoble H Begey) - Pierre DUMONT (Saintes Shopping) - Christophe ROSSIGNOL (maison d'hôtes et vente de mobilier d'éditeur, artisans d'art) <p>➤ <u>Représentants des sites de visites, activités touristiques et de loisirs, 3 sièges :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Anne DESPLAT (Karting de Saintes LES GONDS) - Pascal DUC (Palissy) - Frédéric SAINT-POL (Abbaye aux Dames)
Marie-Line CHEMINADE	
Véronique ABELIN-DRAPRON	
Françoise LIBOUREL	
Agnès POTTIER	
Gaby TOUZINAUD	
Jean-Marc AUDOUIN	
Gérard PERRIN	
Joseph De MINAC	
Frédéric ROUAN	
Stéphane TAILLASSON	

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge du Tourisme, à signer tous documents relatifs à cette délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne les 13 membres du collège des élus communautaires et les 11 membres du collège des socio-professionnels comme suit :

COLLEGE DES ELUS COMMUNAUTAIRES (13 membres)	COLLEGE DES SOCIO-PROFESSIONNELS (11 membres)
Alexandre GRENOT	<p>➤ <u>Représentants des hébergeurs et restaurateurs, 5 sièges :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monique POTEL (Chambre d'hôtes) - Anne CHATEL (restaurant Romana) - Olivier HAVET (Auberge de Jeunesse) - Jeremy LABORDE (hôtel Campanile) - Jean Christophe DOREAU (Camping CHANIER) <p>➤ <u>Représentants activités commerciales et œno/agri tourisme, 3 sièges :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Laurence BEGEY (Vignoble H Begey) - Pierre DUMONT (Saintes Shopping) - Christophe ROSSIGNOL (maison d'hôtes et vente de mobilier d'éditeur, artisans d'art) <p>➤ <u>Représentants des sites de visites, activités touristiques et de loisirs, 3 sièges :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Anne DESPLAT (Karting de Saintes LES GONDS) - Pascal DUC (Palissy) - Frédéric SAINT-POL (Abbaye aux Dames)
Patrick PAYET	
Evelyne PARISI	
Marie-Line CHEMINADE	
Véronique ABELIN-DRAPRON	
Françoise LIBOUREL	
Agnès POTTIER	
Gaby TOUZINAUD	
Jean-Marc AUDOUIN	
Gérard PERRIN	
Joseph De MINAC	
Frédéric ROUAN	
Stéphane TAILLASSON	

- Autorise Monsieur le Président, ou son représentant en charge du Tourisme, à signer tous documents relatifs à cette délibération .

Par : - 3 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre

MAUDOUX et M. Jean-Philippe MACHON).

- 61 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-144. Comité départemental du Tourisme des Charentes - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président propose la candidature d'Alexandre GRENOT en tant que représentant au sein du Comité départemental du Tourisme des Charentes. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts du 16 juin 2017 du comité départemental du tourisme de la Charente-Maritime appelé également « Comité Départemental du Tourisme des Charentes »,

Considérant qu'au regard des statuts de cette structure, il convient de désigner un membre représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour siéger au sein du collège des organismes publics ou parapublics de Charentes Tourisme,

Considérant qu'est proposé comme représentant le candidat suivant :

- Monsieur Alexandre GRENOT

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Monsieur Alexandre GRENOT comme représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du conseil d'administration du Comité Départemental du Tourisme des Charentes.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- *Approuve à l'unanimité, de désigner son représentant par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*
- *Désigne Monsieur Alexandre GRENOT comme représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du conseil d'administration du Comité Départemental du Tourisme des Charentes.*

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-145. Syndicat intercantonal pour l'Action sociale en faveur des retraités et personnes âgées (SIPAR) - Désignation des délégués

Monsieur le Président propose la candidature, au titre des représentants titulaires auprès du Syndicat intercantonal pour l'Action sociale en faveur des retraités et personnes âgées, de :

- Agnès POTTIER ;
- Pascal GILLARD ;
- Sylvie CHURLAUD ;
- Marie-Christine GILARDIN.

Il propose, au titre des représentants suppléants :

- Martine-Dominique ROBIN ;
- Fabrice BARUSSEAU ;
- Martine TEXIER ;
- Cécilia BRANDT.

Monsieur le président souligne la présence de nombreuses femmes. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 précisant que « l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés au même article L. 5711-1 ».

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts du Syndicat intercantonal pour l'action sociale en faveur des personnes âgées (SIPAR) reçus en sous-préfecture en date du 5 mars 2014,

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation de quatre délégués titulaires et de quatre délégués suppléants au Comité Syndical du Syndicat intercantonal pour l'action sociale en faveur des personnes âgées (SIPAR).

Considérant qu'il est proposé les candidatures suivantes pour les postes de délégués titulaires :

- Agnès POTTIER
- Pascal GILLARD
- Sylvie CHURLAUD
- Marie-Christine GILARDIN

Considérant qu'il est proposé les candidatures suivantes pour les postes de délégués suppléants :

- Martine-Dominique ROBIN
- Fabrice BARUSSEAU
- Martine TEXIER
- Cécilia BRANDT

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De décider, comme le permet l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 sous réserve de l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des délégués titulaires et suppléants de la CDA de Saintes au SIPAR.*
- *De désigner, par un vote à main levée les représentants titulaires suivants au SIPAR :*
 - Agnès POTTIER
 - Pascal GILLARD
 - Sylvie CHURLAUD
 - Marie-Christine GILARDIN
- *De désigner, par un vote à main levée les représentants suppléants suivants au SIPAR :*
 - Martine-Dominique ROBIN
 - Fabrice BARUSSEAU
 - Martine TEXIER
 - Cécilia BRANDT

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- *Approuve à l'unanimité, comme le permet l'article 10 de la loi du 22 juin de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des délégués titulaires et suppléants de la CDA de Saintes au SIPAR et de les désigner par un vote à main levée.*
- *Désigne comme représentants titulaires au SIPAR :*
 - Agnès POTTIER
 - Pascal GILLARD
 - Sylvie CHURLAUD
 - Marie-Christine GILARDIN

- Désigne comme représentants suppléants au SIPAR :
 - Martine-Dominique ROBIN
 - Fabrice BARUSSEAU
 - Martine TEXIER
 - Cécilia BRANDT

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-146. Mission locale de la Saintonge - Désignation des représentants

Monsieur le Président propose, au titre des représentants auprès de la Mission locale de la Saintonge la candidature de :

- Bruno DRAPRON ;
- Véronique CAMBON ;
- Véronique ABELIN-DRAPRON ;
- Pascal GILLARD ;
- Amanda LESPINASSE ;
- Patrick PAYET ;
- Jean-Claude DURRAT-SPRINGER ;
- Gérard PERRIN.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souligne qu'aucun membre de l'opposition n'est proposé et que les missions régaliennes de la CDA sont d'office attribuées aux membres de la majorité.

Monsieur le Président en déduit que la Régie des déchets ne serait pas régalienne pour la CDA.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE estime que sont laissés à l'opposition les postes subalternes, de même que les hommes sont proposés pour l'innovation et l'économie et les femmes pour le social. Ces préjugés ont la vie dure.

Monsieur le Président indique ne pas partager ce jugement. Il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts de la Mission Locale de la Saintonge modifiés par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 juin 2017,

Considérant qu'il convient suite à l'installation du conseil communautaire de désigner huit représentants de la Communauté d'Agglomération de SAINTES au Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge ;

Considérant que sont proposées les candidatures suivantes :

- Bruno DRAPRON
- Véronique CAMBON
- Véronique ABELIN-DRAPRON
- Pascal GILLARD
- Amanda LESPINASSE
- Patrick PAYET
- Jean-Claude DURRAT-SPRINGER
- Gérard PERRIN

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, les huit représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les huit représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne comme représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge :
 - Bruno DRAPRON
 - Véronique CAMBON
 - Véronique ABELIN-DRAPRON
 - Pascal GILLARD
 - Amanda LESPINASSE
 - Patrick PAYET
 - Jean-Claude DURRAT-SPRINGER
 - Gérard PERRIN

Par : - 5 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de M. Pierre DIETZ)

- 59 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-147. Association Le SAS - Désignation des représentants

Monsieur le Président propose, en tant que représentants auprès du SAS :

- Pierre-Henri JALLAIS ;
- Pascal GILLARD ;
- Patrick PAYET ;
- Françoise LIBOUREL ;
- Gérard PERRIN.

En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts de l'association Le SAS modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 avril 2018,

Considérant qu'il convient de désigner cinq représentants de la Communauté d'Agglomération de SAINTES à l'association Le S.A.S.,

Considérant que sont proposées les candidatures suivantes :

- Pierre-Henri JALLAIS
- Pascal GILLARD
- Patrick PAYET
- Françoise LIBOUREL
- Gérard PERRIN

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, les cinq représentants suivants de la Communauté d'Agglomération de Saintes à l'association Le S.A.S :
 - Pierre-Henri JALLAIS
 - Pascal GILLARD
 - Patrick PAYET

- Françoise LIBOUREL
- Gérard PERRIN

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les cinq représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes à l'association Le S.A.S par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne les cinq représentants suivants de la Communauté d'Agglomération de Saintes à l'association Le S.A.S :
 - Pierre-Henri JALLAIS
 - Pascal GILLARD
 - Patrick PAYET
 - Françoise LIBOUREL
 - Gérard PERRIN

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
 - 62 Voix pour
 - 0 Voix contre

2020-148. Association Le Logis - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président propose la candidature de Caroline AUDOUIN pour représentant la CDA auprès du Logis. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts de l'association Le Logis modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 mai 2016,

Considérant qu'il convient de désigner un représentant de la Communauté d'Agglomération de SAINTES à l'association « Le Logis » (Association pour le Logement et l'Insertion à Saintes),

Considérant qu'il est proposé la candidature de :

- Madame Caroline AUDOUIN

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Madame Caroline AUDOUIN pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes à l'association « Le Logis ».

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner son représentant à l'association Le Logis par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Madame Caroline AUDOUIN pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes à l'association « Le Logis ».

Par : - 3 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX et M. Jean-Philippe MACHON)
 - 61 Voix pour
 - 0 Voix contre

2020-149. Association EREQUA'SOL - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président propose la candidature de Véronique ABELIN-DRAPRON en tant que représentante auprès d'EREQUA'SOL. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts de l'association Erequa'sol - Ensemble pour une Régie des Quartiers Solidaire modifiés par décision de l'Assemblée Générale du 28 mai 2018,

Considérant qu'il convient de désigner un représentant de la Communauté d'Agglomération de SAINTES au conseil d'administration de l'association Erequa'sol - Ensemble pour une Régie des Quartiers Solidaire dont les objectifs principaux sont :

- *Contribuer à tisser les liens sociaux dans et entre les quartiers en mobilisant leurs habitants,*
- *Inventer de nouveaux modes de participation à la vie de la cité,*
- *Créer des activités, marchandes et non marchandes, supports d'emplois et favorisant le parcours d'insertion des habitants les plus en difficulté.*

Considérant qu'il est proposé la candidature suivante :

- *Madame Véronique ABELIN-DRAPRON*

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Madame Véronique ABELIN-DRAPRON pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes au conseil d'administration de l'association EREQUA'SOL, Ensemble pour une Régie des Quartiers Solidaire.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- *Approuve à l'unanimité, de désigner son représentant au conseil d'administration de l'association EREQUA'SOL, Ensemble pour une Régie des Quartiers Solidaire par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*
- *Désigne Madame Véronique ABELIN-DRAPRON pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes au conseil d'administration de l'association EREQUA'SOL, Ensemble pour une Régie des Quartiers Solidaire.*

Par : - 3 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX et M. Jean-Philippe MACHON)

- 61 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-150. Association de coordination Santé-Sociale de Saintonge - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président propose la candidature de Caroline AUDOUIN en tant que représentante titulaire et de Véronique ABELIN-DRAPRON en tant que représentante suppléante auprès de l'Association de coordination Santé-Sociale de Saintonge. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts de l'Association Coordination Santé-Social de Saintonge modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 septembre 2014,

Considérant qu'il est proposé comme délégué titulaire :

- Madame Caroline AUDOUIN

Considérant qu'il est proposé comme délégué suppléant :

- Madame Véronique ABELIN-DRAPRON

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Madame Caroline AUDOUIN comme représentante titulaire et Madame Véronique ABELIN-DRAPRON comme représentante suppléante de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de l'Association Coordination Santé-Social de Saintonge.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner ses représentants par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Madame Caroline AUDOUIN comme représentante titulaire et Madame Véronique ABELIN-DRAPRON comme représentante suppléante de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de l'Association Coordination Santé-Social de Saintonge.

Par : - 3 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX et M. Jean-Philippe MACHON)

- 61 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-151. Conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Saintonge à Saintes - Désignation des représentants

Monsieur le Président propose la candidature de François EHLINGER et Bernard CHAIGNEAU pour représenter la CDA auprès du Conseil de surveillance du Centre hospitalier de Saintonge à Saintes. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-21,

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L.6143-5 et L.6143-6, R. 6143-1 et R. 6143-3,

Vu le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif au Conseil de surveillance des établissements publics de santé,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Considérant que suite à l'installation du nouveau conseil communautaire, il convient pour la Communauté d'Agglomération de Saintes de procéder à la désignation de ses représentants au sein du Conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Saintonge.

Considérant qu'en application des articles R.6143-1 et R.6143-3 du Code de la santé publique, la Communauté d'Agglomération de Saintes est représentée au sein de cet organe par deux représentants.

Considérant qu'il est proposé les candidatures suivantes :

- François EHLINGER

- Bernard CHAIGNEAU

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De procéder à la désignation des deux représentants au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de Saintonge à Saintes par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue

à l'article L.2121-21 du CGCT

- De désigner Mr François EHLINGER et Mr Bernard CHAIGNEAU pour représenter la Communauté d'Agglomération au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de Saintonge à Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Mr François EHLINGER et Mr Bernard CHAIGNEAU pour représenter la Communauté d'Agglomération au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de Saintonge à Saintes.

Par : - 5 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de M. Pierre DIETZ)

- 59 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-152. Association Le Pidou - Désignation de représentants

Monsieur le Président propose la candidature de Véronique CAMBON en tant que représentante titulaire et d'Eric PANNAUD en tant que représentant suppléant auprès de l'association Le PIDOU. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts de Centre de Loisirs - Le Pidou votés le 28 mai 2014,

Considérant qu'il convient suite à l'installation du nouveau conseil communautaire de désigner parmi les conseillers communautaires un représentant titulaire et un représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Conseil d'Administration de l'association LE PIDOU,

Considérant qu'il est proposé la candidature suivante au poste de titulaire :

- Véronique CAMBON

Considérant qu'il est proposé la candidature suivante au poste de suppléant :

- Eric PANNAUD

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT le représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au conseil d'administration de l'association LE PIDOU et son suppléant.
- De désigner Véronique CAMBON comme représentante titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Conseil d'Administration de l'association LE PIDOU.
- De désigner Eric PANNAUD comme représentant suppléant au Conseil d'Administration de l'association LE PIDOU.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Véronique CAMBON comme représentante titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Conseil d'Administration de l'association LE PIDOU.

- Désigne Eric PANNAUD comme représentant suppléant au Conseil d'Administration de l'association LE PIDOU.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-153. CYCLAD - Désignation de délégués

Monsieur le Président propose la désignation de Jérôme GARDELLE, Jean-Luc FOURRÉ, Éliane TRAIN, Gaby TOUZINAUD et Pierre TUAL en tant que représentants titulaires auprès de CYCLAD. Il propose, en qualité de suppléants : Philippe CHASSERIEAU, Pascal PELLERIN, Lydia MARTINEAU, Daniel MOULON et Isabelle COSSON. En l'absence de question, Monsieur le Président met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5711-1,

Vu l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 précisant que « l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés au même article L. 5711-1 ».

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts du syndicat mixte fermé dénommé CYCLAD annexés à l'arrêté préfectoral du 26 mars 2020 portant modification des statuts du CYCLAD,

Considérant qu'il convient de désigner dix délégués, cinq titulaires et cinq suppléants au Comité Syndical du Syndicat Mixte CYCLAD.

Considérant qu'il est proposé les candidatures suivantes aux postes de titulaire :

- Jérôme GARDELLE
- Jean-Luc FOURRE
- Eliane TRAIN
- Gaby TOUZINAUD
- Pierre TUAL

Considérant qu'il est proposé les candidatures suivantes aux postes de suppléant :

- Philippe CHASSERIEAU
- Pascal PELLERIN
- Lydia MARTINEAU
- Daniel MOULON
- Isabelle COSSON

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De décider, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 sous réserve de l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au comité syndical du Syndicat Mixte CYCLAD et de les désigner par un vote à main levée.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au comité syndical du Syndicat Mixte CYCLAD et de désigner les membres par un vote à main levée.
- Désigne comme représentants titulaires au Comité Syndical du Syndicat Mixte CYCLAD :

- Jérôme GARDELLE
- Jean-Luc FOURRE
- Eliane TRAIN
- Gaby TOUZINAUD
- Pierre TUAL
- Désigne comme représentants suppléants au Comité Syndical du Syndicat Mixte CYCLAD :
 - Philippe CHASSERIEAU
 - Pascal PELLERIN
 - Lydia MARTINEAU
 - Daniel MOULON
 - Isabelle COSSON

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
 - 62 Voix pour
 - 0 Voix contre

2020-154. AMORCE - Désignation d'un titulaire et d'un suppléant

Monsieur le Président propose la candidature de Jérôme GARDELLE en tant que représentant titulaire auprès d'AMORCE et d'Eliane TRAIN en tant que suppléante. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est adhérente à l'association AMORCE (Association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur) au titre des deux thématiques déchets ménagers et énergie,

Considérant qu'il convient, suite à l'installation du nouveau conseil communautaire, de désigner un représentant titulaire et un suppléant pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes auprès des instances de l'association AMORCE,

Considérant qu'il est proposé comme représentant titulaire la candidature de :
 - Jérôme GARDELLE

Considérant qu'il est proposé comme représentant suppléant la candidature de :
 - Eliane TRAIN

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Jérôme GARDELLE comme représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'association AMORCE.*
- *De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Eliane TRAIN comme représentante suppléante de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'association AMORCE.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- *Approuve à l'unanimité, de désigner ses représentants au sein de l'association AMORCE par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*
- *Désigne Jérôme GARDELLE comme représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'association AMORCE.*

- Désigne Eliane TRAIN comme représentante suppléante de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'association AMORCE.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-155. Groupement des Autorités responsables de Transport (GART) - Désignation de représentants

Monsieur le Président propose la candidature de Philippe DELHOUME en tant que représentant titulaire auprès du Groupement des Autorités responsables de transport. Il propose la candidature de Frédéric ROUAN en tant que suppléant. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts du Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART) modifiés lors de l'Assemblée générale du 21 janvier 2020,

Considérant que le Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART) est une association fondée en 1980 qui regroupe la plupart des autorités organisatrices de transports : syndicats, communautés, conseils généraux et conseils régionaux. Il a pour objectif d'améliorer les déplacements et de développer les transports publics en France. Le GART est la plate-forme d'échanges et de réflexion des élus responsables du transport et leur porte-parole au plan national et européen.

Considérant qu'il convient, suite à l'installation du nouveau conseil communautaire, de désigner 2 élus (un titulaire et un suppléant) pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du GART,

Considérant qu'il est proposé au poste de titulaire la candidature de :

- Philippe DELHOUME

Considérant qu'il est proposé au poste de suppléant la candidature de :

- Frédéric ROUAN

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Philippe DELHOUME comme représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du GART.
- De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Frédéric ROUAN comme représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du GART.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les membres par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Philippe DELHOUME comme représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du GART.
- Désigne Frédéric ROUAN comme représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du GART.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-156. Nouvelle-Aquitaine Mobilités (NAM) - Désignation de membres

Monsieur le Président propose la candidature de Philippe DELHOUME en tant que représentant titulaire auprès de la NAM et celle de Frédéric ROUAN en tant que suppléant. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment le titre II du livre VII de la cinquième partie de la partie législative portant sur les syndicats mixtes associant des collectivités territoriales, des groupements de collectivités territoriales et d'autres personnes morales de droit public ainsi que l'article L.2121-21,

Vu le Code des Transports et notamment son article L. 1231-10,

Vu la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 dite d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI),

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, dite SRU,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite MAPTAM,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite NOTRe,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2) c) « Organisation de la mobilité »,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Intermodal de Nouvelle-Aquitaine dénommé Nouvelle-Aquitaine Mobilités et notamment l'article 10.1,

Considérant les dispositions de l'article 10.1 des statuts de Nouvelle-Aquitaine Mobilités prévoyant la désignation des délégués de chaque membre par leurs assemblées délibérantes respectives au sein du Comité Syndical de NOUVELLE-AQUITAINE Mobilités sans fixer le mode de scrutin,

Considérant les nouveaux enjeux en matière de mobilité qui ont conduit la Région Nouvelle-Aquitaine à structurer la gouvernance de l'intermodalité dont elle assure désormais le rôle de chef de file,

Considérant qu'est proposé comme délégué titulaire le candidat suivant :
Monsieur Philippe DELHOUME

Considérant qu'est proposé comme délégué suppléant le candidat suivant :
Monsieur Frédéric ROUAN

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Philippe DELHOUME comme délégué titulaire et Frédéric ROUAN comme délégué suppléant au comité syndical de NOUVELLE-AQUITAINE Mobilités.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- *Approuve à l'unanimité, de désigner ses représentants au comité syndical de NOUVELLE-AQUITAINE Mobilités par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*
- *Désigne Philippe DELHOUME comme délégué titulaire et Frédéric ROUAN comme délégué suppléant au comité syndical de NOUVELLE-AQUITAINE Mobilités.*

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 62 Voix pour
- 0 Voix contre

2020-157. Association saintaise de Prévention et de Sécurité routière (ASPSR) - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président propose la candidature de Bernard CHAIGNEAU en tant que représentant auprès de l'ASPSR. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Considérant qu'il convient, suite à l'installation du nouveau conseil communautaire de désigner un représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour assister aux réunions de l'Assemblée Générale de l'Association Saintaise de Prévention et de Sécurité Routière (ASPSR),

Considérant qu'il est proposé la candidature de :
- Bernard CHAIGNEAU

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Bernard CHAIGNEAU pour représenter la Communauté d'Agglomération au sein de l'Association Saintaise de Prévention et de Sécurité Routière (ASPSR).*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- *Approuve à l'unanimité, de désigner son représentant au sein de l'Association Saintaise de Prévention et de Sécurité Routière (ASPSR) par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*
- *Désigne Bernard CHAIGNEAU pour représenter la Communauté d'Agglomération au sein de l'Association Saintaise de Prévention et de Sécurité Routière (ASPSR).*

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 62 Voix pour
- 0 Voix contre

2020-158. Syndicat SOLURIS - Désignation des délégués

Monsieur le Président propose la candidature de Fabrice BARUSSEAU en tant que représentant titulaire auprès du Syndicat SOLURIS et de Raymond MOHSEN et Francis GRELLIER en tant que suppléants. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment le titre II du livre VII de la cinquième partie de la partie législative portant sur les syndicats mixtes associant des collectivités territoriales, des groupements de collectivités territoriales et d'autre personnes morales de droit public ainsi que l'article L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts du syndicat mixte dénommé « SOLURIS » annexés à l'arrêté préfectoral n° 701-DRCTE/BCL en date du 04 mai 2016 portant modification des statuts du Syndicat et notamment l'article 6.1.1,

Considérant que l'article 6.1.1 relatif à la composition précise que chaque commune ou groupement adhérent dispose d'un représentant et de deux délégués suppléants sans préciser le mode de scrutin pour la désignation des délégués,

Considérant qu'il convient, suite à l'installation du nouveau conseil communautaire, de désigner trois délégués au comité syndical du syndicat mixte SOLURIS, un titulaire et deux suppléants.

Considérant qu'est proposé comme délégué titulaire le candidat suivant :
- Fabrice BARUSSEAU

Considérant que sont proposés comme délégués suppléants les candidats suivants :
- Raymond MOHSEN
- Francis GRELLIER

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Fabrice BARUSSEAU comme délégué titulaire au comité syndical du syndicat SOLURIS, Raymond MOHSEN et Francis GRELLIER comme délégués suppléants.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner ses représentants au comité syndical du syndicat SOLURIS par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Fabrice BARUSSEAU comme délégué titulaire au comité syndical du syndicat SOLURIS, Raymond MOHSEN et Francis GRELLIER comme délégués suppléants.

Par : - 3 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX et M. Jean-Philippe MACHON)

- 61 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-159. Société d'Économie mixte Locale des Pompes Funèbres intercommunales de Saintonge (SEML PFIS) - Désignation des délégués

Monsieur le Président propose, en tant que représentants de la CDA au sein du Conseil d'administration de la SEML PFIS :

- Alain MARGAT ;
- Eliane TRAIN ;
- Philippe CALLAUD ;
- Francis GRELLIER ;
- Joseph De MINAC ;
- Jean-Luc MARCHAIS ;
- Pascal GILLARD ;
- Françoise LIBOUREL ;
- Alexandre GRENOT ;
- Raymond MOHSEN ;
- Eric BIGOT ;
- Patrick PAYET.

Monsieur le Président propose Alain MARGAT en tant que représentant au sein de l'Assemblée générale ordinaire. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1524-5 et L.2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération du 22 février 2007, par laquelle le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays Santon a décidé de créer une société d'économie mixte locale à laquelle il a délégué par délibération du 4 octobre 2007 la gestion des pompes funèbres intercommunales et du crématorium,

Considérant que la Communauté d'Agglomération est représentée au sein de cette société par :

- 12 représentants au sein du Conseil d'Administration,*
- 1 représentant au sein des assemblées générales ordinaires et extraordinaires qui peut être choisi parmi eux.*

Considérant que les représentants de la Communauté doivent être désignés en son sein par le conseil communautaire,

Considérant qu'il est proposé les candidatures suivantes pour les postes de représentants au sein du Conseil d'Administration de la SEML PFIS :

- Alain MARGAT*
- Eliane TRAIN*
- Philippe CALLAUD*
- Francis GRELLIER*
- Joseph De MINIAC*
- Jean-Luc MARCHAIS*
- Pascal GILLARD*
- Françoise LIBOUREL*
- Alexandre GRENOT*
- Raymond MOHSEN*
- Eric BIGOT*
- Patrick PAYET*

Considérant qu'il est proposé la candidature suivante pour le poste de représentant aux Assemblées Générales ordinaires et extraordinaires de la SEML PFIS :

- Alain MARGAT*

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, les 12 représentants suivants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Conseil d'Administration de la SEML PFIS :

- Alain MARGAT*
- Eliane TRAIN*
- Philippe CALLAUD*
- Francis GRELLIER*
- Joseph De MINIAC*
- Jean-Luc MARCHAIS*
- Pascal GILLARD*
- Françoise LIBOUREL*
- Alexandre GRENOT*
- Raymond MOHSEN*
- Eric BIGOT*
- Patrick PAYET*

- de désigner par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Alain MARGAT représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la SEML PFIS,

- d'autoriser Alain MARGAT à présenter sa candidature en qualité de Président du Conseil d'Administration de la SEML PFIS et à accepter la fonction de Président.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner ses représentants par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*
- Désigne les 12 représentants suivants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Conseil d'Administration de la SEML PFIS :*
 - Alain MARGAT*
 - Eliane TRAIN*
 - Philippe CALLAUD*

- Francis GRELLIER
 - Joseph De MINIAC
 - Jean-Luc MARCHAIS
 - Pascal GILLARD
 - Françoise LIBOUREL
 - Alexandre GRENOT
 - Raymond MOHSEN
 - Eric BIGOT
 - Patrick PAYET
- Désigne Alain MARGAT représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la SEML PFIS,
 - Autorise Alain MARGAT à présenter sa candidature en qualité de Président du Conseil d'Administration de la SEML PFIS et à accepter la fonction de Président.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour
- 0 Voix contre

2020-160. SYMBA - Désignation des délégués et référents communaux

Monsieur le Président propose, au titre de la représentation auprès du SYMBA, la désignation des sept délégués titulaires suivants :

- Bruno GARDEN ;
- Stéphane TAILLASSON ;
- Philippe CHASSERIEAU ;
- Pierre Yves PENICAUT ;
- Mireille ANDRE ;
- Michel ROUX ;
- Fabrice BARUSSEAU.

Il propose, en tant que suppléants :

- François EHLINGER ;
- Jean-Luc GRAVELLE ;
- Christophe MOURMANT ;
- Patrick ROUDIER ;
- Anthony LEGALLAIS ;
- Patrick ANTIER ;
- Renaud TAPON.

Il fait lecture par ailleurs de la liste des 23 référents communaux et des 23 référents suppléants proposés et mentionnés par la délibération. En l'absence de question, Monsieur le Président met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5711-1,

Vu l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 précisant que « l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés au même article L. 5711-1 ».

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020 et notamment l'article 6 I 5 °) relatif à la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'environnement »,

Vu les statuts du syndicat mixte dénommé SYMBA annexés à l'arrêté préfectoral en date du 27 septembre 2019 portant modification des statuts (extension du périmètre) du Syndicat Mixte pour la gestion des Bassins de l'Antenne, de la Soloire, du Romède, et du Coran (SYMBA),

Considérant qu'il convient, suite à l'installation du nouveau conseil communautaire, de désigner 7 délégués titulaires et 7 délégués suppléants au comité syndical ainsi qu'un référent communal titulaire par commune concernée, soit 23 référents titulaires et 1 référent communal suppléant par commune concernée, soit 23 référents suppléants pour les comités consultatifs,

Considérant qu'il est proposé les candidatures suivantes pour les postes de délégués titulaires :

- Bruno GARDEN
- Stéphane TAILLASSON
- Philippe CHASSERIEAU
- Pierre Yves PENICAUT
- Mireille ANDRE
- Michel ROUX
- Fabrice BARUSSEAU

Considérant qu'il est proposé les candidatures suivantes pour les postes de délégués suppléants :

- François EHLINGER
- Jean-Luc GRAVELLE
- Christophe MOURMANT
- Patrick ROUDIER
- Anthony LEGALLAIS
- Patrick ANTIER
- Renaud TAPON

Considérant qu'il est proposé les candidatures suivantes pour les référents communaux titulaires et suppléants,

Commune	Référents Communaux Titulaires	Référents Communaux Suppléants
BURIE	Patrick ANTIER	Jean-Paul ROULLIN
BUSSAC SUR CHARENTE	Josiane BRIAND	Alain DESTREGUIL
CHANIER	Jean-Luc GRAVELLE	Jean-Paul GIRARD
CHERAC	Eric GADONNAUD	Christian GARRAUD
CHERMIGNAC	Christian GUEDON	Christelle VALLET-BROUARD
DOMPIERRE-SUR-CHARENTE	Michel MICHALLEK	Emmanuel MACHEFERT
ECOYEUX	Pascal CAILLAUD	Dominique BARBRAUD
ECURAT	Nadine YONNET	Philippe VIAUD
Fontcouverte	Bruno GARDEN	Christophe MOURMANT
LA CHAPELLE DES POTS	Jean-Louis SICAUD	Francis MARCHAND
LE DOUHET	Nicolas FIGEAC	Eric VINET
LE SEURE	Philippe CHASSERIEAU	Patrick ROUDIER
LES GONDS	Philippe LIMOUSIN	Georges GROS
MIGRON	Jean VITRY	Marie-Joëlle EMON
SAINT BRIS-DES-BOIS	Pierre-Yves PENICAUT	Anthony LEGALLAIS
SAINT CESAIRE	Claude DUBOIS	Mireille ANDRE
SAINT GEORGES DES COTEAUX	Renaud TAPON	Nathalie LEGRAND
SAINT SAUVANT	Yann De PENQUER	Jean-Marc AUDOUIN
SAINT VAIZE	Christian BARBIER	Sébastien PICHON
SAINTES	François EHLINGER	Charlotte TOUSSAINT
THENAC	Sophie FORT	Jean-Luc RABANIER
VENERAND	Vincent ROGIC	Ludovic BELLANGER
VILLARS-LES-BOIS	Philippe VACHER	Fabrice BARUSSEAU

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De décider, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 sous réserve de l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 7 délégués titulaires et 7 délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au comité syndical du SYMBA et de les désigner par un vote à main levée de même que les 23 référents communaux titulaires et suppléants.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner les 7 délégués titulaires et 7 délégués suppléants ainsi que les 23 référents communaux titulaires et 23 référents communaux suppléants comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 par un vote à main levée.
- Désigne les 7 délégués titulaires et suppléants suivants au comité syndical du SYMBA :

Délégués Titulaires	Délégués Suppléants
Bruno GARDEN	François EHLINGER
Stéphane TAILLASSON	Jean-Luc GRAVELLE
Philippe CHASSERIAU	Christophe MOURMANT
Pierre Yves PENICAUT	Patrick ROUDIER
Mireille ANDRE	Anthony LEGALLAIS
Michel ROUX	Patrick ANTIER
Fabrice BARUSSEAU	Renaud TAPON

- Désigne les 23 référents communaux titulaires et suppléants suivants :

Commune	Référents Communaux Titulaires	Référents Communaux Suppléants
BURIE	Patrick ANTIER	Jean-Paul ROULLIN
BUSSAC SUR CHARENTE	Josiane BRIAND	Alain DESTREGUIL
CHANIER	Jean-Luc GRAVELLE	Jean-Paul GIRARD
CHERAC	Eric GADONNAUD	Christian GARRAUD
CHERMIGNAC	Christian GUEDON	Christelle VALLET-BROUARD
DOMPIERRE-SUR-CHARENTE	Michel MICHALLEK	Emmanuel MACHEFERT
ECOYEUX	Pascal CAILLAUD	Dominique BARBRAUD
ECURAT	Nadine YONNET	Philippe VIAUD
Fontcouverte	Bruno GARDEN	Christophe MOURMANT
LA CHAPELLE DES POTS	Jean-Louis SICAUD	Francis MARCHAND
LE DOUHET	Nicolas FIGEAC	Eric VINET
LE SEURE	Philippe CHASSERIEAU	Patrick ROUDIER
LES GONDS	Philippe LIMOUSIN	Georges GROS
MIGRON	Jean VITRY	Marie-Joëlle EMON
SAINT BRIS-DES-BOIS	Pierre-Yves PENICAUT	Anthony LEGALLAIS
SAINT CESAIRE	Claude DUBOIS	Mireille ANDRE
SAINT GEORGES DES COTEAUX	Renaud TAPON	Nathalie LEGRAND
SAINT SAUVANT	Yann De PENQUER	Jean-Marc AUDOUIN
SAINT VAIZE	Christian BARBIER	Sébastien PICHON
SAINTES	François EHLINGER	Charlotte TOUSSAINT
THENAC	Sophie FORT	Jean-Luc RABANIER

VENERAND	Vincent ROGIC	Ludovic BELLANGER
VILLARS-LES-BOIS	Philippe VACHER	Fabrice BARUSSEAU

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-161. Syndicat Mixte du Bassin de la Seugne (SYMBAS) - Désignation des délégués

Monsieur le Président propose la candidature des quatre conseillers suivants en tant que représentants titulaires auprès du SYMBAS : Françoise BARBAUD, Gérard BOUYER, Philippe LIMOUSIN et Philippe ROUET. En tant que suppléants, il propose : Antoine WOZNIEZKO, Christian ROBERT, Xavier CADUSSEAU et David MUSSEAU. En l'absence de question, Monsieur le Président met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5711-1,

Vu l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 précisant que « l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés au même article L. 5711-1 ».

Vu les statuts annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019 portant création du Syndicat Mixte du Bassin de la Seugne (SYMBAS) issu de la fusion du Syndicat Mixte du Bassin de la Basse Seugne, du Gua et du Pérat (SMBS) et du syndicat mixte du bassin de la Seugne et notamment l'article 6 fixant à 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants la représentation de la CDA de Saintes au comité syndical,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 5 °) relatif à la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement »,

Considérant que suite à l'installation du nouveau conseil communautaire, le conseil communautaire doit procéder à la désignation des délégués titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant que le SYMBAS est un syndicat mixte fermé,

Considérant que sont proposés comme délégués titulaires et délégués suppléants les candidats suivants :

<i>Délégués titulaires</i>	<i>Délégués suppléants</i>
<i>Françoise BARBAUD</i>	<i>Antoine WOZNIEZKO</i>
<i>Gérard BOUYER</i>	<i>Christian ROBERT</i>
<i>Philippe LIMOUSIN</i>	<i>Xavier CADUSSEAU</i>
<i>Philippe ROUET</i>	<i>David MUSSEAU</i>

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De décider, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 sous réserve de l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au comité syndical du SYMBAS et de les désigner par un vote à main levée.*
- *De désigner les 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants suivants au comité syndical du SYMBAS :*

<i>Délégués titulaires</i>	<i>Délégués suppléants</i>
<i>Françoise BARBAUD</i>	<i>Antoine WOZNIEZKO</i>
<i>Gérard BOUYER</i>	<i>Christian ROBERT</i>
<i>Philippe LIMOUSIN</i>	<i>Xavier CADUSSEAU</i>
<i>Philippe ROUET</i>	<i>David MUSSEAU</i>

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au comité syndical du SYMBAS et de les désigner par un vote à main levée.
- Désigne les 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants suivants au comité syndical du SYMBAS :

Délégués titulaires	Délégués suppléants
Françoise BARBAUD	Antoine WOZNIEZKO
Gérard BOUYER	Christian ROBERT
Philippe LIMOUSIN	Xavier CADUSSEAU
Philippe ROUET	David MUSSEAU

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-162. Établissement public territorial de Bassin Charente (EPTB) - Désignation des délégués

Monsieur le Président propose, en tant que représentants titulaires auprès de l'Établissement public territorial de Bassin Charente, Fabrice BARUSSEAU et François EHLINGER. Il propose, en tant que suppléants, Jean-Paul GIRARD et Charlotte TOUSSAINT. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5721-1 et suivants applicables aux syndicats mixtes ouverts,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L. 213-12 et R. 213-49, qui précisent qu'un établissement public territorial de bassin (EPTB) est un groupement de collectivités territoriales constitué en application des dispositions des syndicats mixtes bénéficiant d'une reconnaissance particulière au regard de leur périmètre d'intervention avec des missions spécifiques,

Vu l'arrêté Préfectoral modifié du 21 juillet 2017 transformant l'Institution Interdépartementale pour l'aménagement du Fleuve Charente et ses affluents en Syndicat Mixte Ouvert dénommé syndicat mixte pour l'aménagement du fleuve charente et ses affluents,

Vu l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2018 modifiant les statuts de l'EPTB Charente permettant notamment aux EPCI et aux EPAGEs d'adhérer à l'EPTB,

Vu les statuts de l'EPTB Charente annexés à l'arrêté préfectoral modifiant l'annexe 1 de la décision institutive du syndicat mixte pour l'aménagement du fleuve Charente et de ses affluents en date du 5 février 2020 et notamment l'article 11-1 fixant la représentation de la CDA de Saintes au comité syndical à 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6.III.6 « Protection et Valorisation des milieux naturels et de la biodiversité »,

Vu la délibération n° 2018-156 du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2018 portant adhésion à l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) de la Charente, et désignation des représentants de la CDA de Saintes au Comité syndical,

Considérant qu'il convient de désigner deux délégués titulaires et deux délégués suppléants pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes au Comité syndical de l'EPTB Charente,

Considérant que sont proposés comme délégués titulaires pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes au Comité Syndical de l'EPTB Charente :

- Monsieur Fabrice BARUSSEAU
- Monsieur François EHLINGER

Considérant que sont proposés comme délégués suppléants pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes au Comité Syndical de l'EPTB Charente :

- Monsieur Jean-Paul GIRARD
- Madame Charlotte TOUSSAINT

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner Fabrice BARUSSEAU et François EHLINGER, délégués titulaires de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Comité Syndical de l'EPTB Charente.
- de désigner Jean-Paul GIRARD et Charlotte TOUSSAINT, délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Comité Syndical de l'EPTB Charente.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, de désigner ses représentants au Comité Syndical de l'EPTB Charente par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.
- Désigne Fabrice BARUSSEAU et François EHLINGER, délégués titulaires de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Comité Syndical de l'EPTB Charente.
- Désigne Jean-Paul GIRARD et Charlotte TOUSSAINT, délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Comité Syndical de l'EPTB Charente.

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-163. Syndicat Mixte de la Charente Aval (SMCA) - Désignation des délégués

Monsieur le Président propose, en tant que représentants titulaires auprès du Syndicat Mixte de la Charente Aval : Joseph DE MINAC, François EHLINGER, Bernard CHATEAUGIRON et Jean-Claude MIMOL. Il propose, en tant que suppléants : Bruno DRAPRON, Charlotte TOUSSAINT, Alain MARGAT et Martine NATUREL.

Monsieur le Président fait par ailleurs lecture de la liste des référents communaux proposés telle qu'inscrite dans la délibération. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5711-1,

Vu l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 précisant que « l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés au même article L. 5711-1 ».

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 5 °) portant sur la « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement »,

Vu la délibération n° 2018-195 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2018 portant création du Syndicat Mixte de la Charente Aval (SMCA) - Approbation des statuts et transfert de la compétence GEMAPI au SMCA,

Vu les statuts du syndicat mixte fermé dénommé syndicat mixte de la Charente Aval (SMCA) annexés à l'arrêté préfectoral n° 17-2018 DCC-BICLCB du 7 décembre 2018 portant création du Syndicat mixte,

Considérant que l'article 7 des statuts du SMCA prévoit que le comité syndical est composé de 30 délégués titulaires et 30 délégués suppléants, la CDA de Saintes étant représentée par 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants,

Considérant qu'il convient suite à l'installation du nouveau conseil communautaire, de désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au comité syndical du SMCA,

Considérant que sont proposés les candidats suivants :

Délégués titulaires	Délégués suppléants
Joseph DE MINAC	Bruno DRAPRON
François EHLINGER	Charlotte TOUSSAINT
Bernard CHATEAUGIRON	Alain MARGAT
Jean-Claude MIMOL	Martine NATUREL

Considérant qu'il est proposé les candidatures suivantes pour les référents communaux :

- André BRENANS
- Renaud TAPON
- Thierry CARPENTIER
- Alain DAVIAUD
- Philippe VIAUD
- Jacky RAGONNEAUD
- Alexandre HEDOIRE
- Karine PROSPER
- François EHLINGER
- Christian GUEDON
- Annick LUCAS

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De décider, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 sous réserve de l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au comité syndical du SMCA et de les désigner par un vote à main levée de même que les 11 référents communaux.
- De désigner les 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants suivants au comité syndical du SMCA :

Délégués titulaires	Délégués suppléants
Joseph DE MINAC	Bruno DRAPRON
François EHLINGER	Charlotte TOUSSAINT
Bernard CHATEAUGIRON	Alain MARGAT
Jean-Claude MIMOL	Martine NATUREL

- De désigner les 11 référents communaux suivants au SMCA :
 - André BRENANS
 - Renaud TAPON
 - Thierry CARPENTIER
 - Alain DAVIAUD
 - Philippe VIAUD
 - Jacky RAGONNEAUD
 - Alexandre HEDOIRE
 - Karine PROSPER
 - François EHLINGER
 - Christian GUEDON
 - Annick LUCAS

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au comité syndical du SMCA et de les désigner par un vote à main levée de même que les 11 référents communaux.
- Désigne les 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants suivants au comité syndical du SMCA :

<i>Délégués titulaires</i>	<i>Délégués suppléants</i>
<i>Joseph DE MINIAC</i>	<i>Bruno DRAPRON</i>
<i>François EHLINGER</i>	<i>Charlotte TOUSSAINT</i>
<i>Bernard CHATEAUGIRON</i>	<i>Alain MARGAT</i>
<i>Jean-Claude MIMOL</i>	<i>Martine NATUREL</i>

- Désigne les 11 référents communaux suivants au SMCA :

- André BRENANS
- Renaud TAPON
- Thierry CARPENTIER
- Alain DAVIAUD
- Philippe VIAUD
- Jacky RAGONNEAUD
- Alexandre HEDOIRE
- Karine PROSPER
- François EHLINGER
- Christian GUEDON
- Annick LUCAS

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-164. Eau 17 - Désignation des représentants

Monsieur le Président propose, en tant que représentants titulaires auprès d'Eau 17 :

- Fabrice BARUSSEAU et Philippe CHASSERIEAU pour le bassin Est ;
- Charlotte TOUSSAINT, François EHLINGER et Bruno DRAPRON pour le bassin de Saintes ;
- Francis GRELLIER et Jean-Luc MARCHAIS pour le bassin Nord ;
- Joseph DE MINIAC et Jacki RAGONNEAUD pour l'Ouest ;
- Ludovic MOULINEAU et Pascal GARRET pour le Sud.

Il propose, en tant que suppléants :

- Patrick ANTIER
- Pascal TORCHUT
- Emmanuel MACHEFERT
- Florence BETIZEAU
- Renée BENCHIMOL-LAURIBE
- Isabelle COSSON
- Pierre TUAL
- Pierre RENAULT
- Pascal PELLERIN
- Astride JOLIBOIS
- Laurent WOZNIEZKO.

Monsieur Joseph De MINIAC indique que Raphaël BRUNETTI est selon lui proposé en tant que suppléant.

Monsieur le Président indique qu'il s'agit selon lui de Pierre TUAL.

Monsieur Joseph De MINIAC demande s'il faut être Conseiller communautaire pour être titulaire ou suppléant.

Monsieur le Président répond que cette représentation est ouverte aux Conseillers municipaux.

Monsieur Joseph De MINIAC indique avoir noté Raphaël BRUNETTI en tant que suppléant.

Monsieur le Président accepte de remplacer Pierre TUAL par Raphaël BRUNETTI en qualité de représentant suppléant. Il fait remarquer que Raphaël BRUNETTI était désigné au sein de la délibération 2020-163.

Monsieur Joseph De MINAC estime qu'il faut donc le retirer de cette dernière.

Monsieur le Président propose donc de désigner Pierre TUAL pour la présente délibération.

Monsieur Joseph De MINAC souhaite par conséquent retirer Raphaël BRUNETTI de la délibération 2020-163.

Monsieur le Président suggère de remplacer Raphaël BRUNETTI au sein de la délibération 2020-163 et de désigner Raphaël BRUNETTI à la place de Pierre TUAL pour la présente délibération.

Monsieur le Président met aux voix de nouveau la délibération 2020-163.

Monsieur le Président met aux voix la délibération 2020-164.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5711-1,

Vu l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 précisant que « l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés au même article L. 5711-1 »,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020 et notamment l'article 6 I 8 °) « Eau » et 9 °) « Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 »,

Vu les statuts du syndicat mixte fermé dénommé « Eau 17 » annexés à l'arrêté préfectoral en date du 31 octobre 2019 portant modification des statuts du syndicat EAU 17, et notamment son article 10,

Considérant que suite à l'installation du nouveau conseil communautaire et aux compétences exercées eau potable et assainissement, il convient de procéder à la désignation de 11 délégués titulaires et 11 délégués suppléants pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes au Comité Syndical du syndicat EAU 17,

Considérant que sont proposés comme délégués titulaires et comme délégués suppléants au comité syndical d'Eau 17 les 22 candidats suivants :

<i>Délégués titulaires</i>	<i>Délégués suppléants</i>
<i>Fabrice BARUSSEAU</i>	<i>Florence BETIZEAU</i>
<i>Philippe CHASSERIEAU</i>	<i>Renée BENCHIMOL-LAURIBE</i>
<i>Charlotte TOUSSAINT</i>	<i>Pierre RENAULT</i>
<i>François EHLINGER</i>	<i>Isabelle COSSON</i>
<i>Bruno DRAPRON</i>	<i>Patrick ANTIER</i>
<i>Francis GRELLIER</i>	<i>Pascal PELLERIN</i>
<i>Jean-Luc MARCHAIS</i>	<i>Pascal TORCHUT</i>
<i>Joseph DE MINAC</i>	<i>Emmanuel MACHEFERT</i>
<i>Jacki RAGONNEAUD</i>	<i>Astride JOLIBOIS</i>
<i>Ludovic MOULINEAU</i>	<i>Laurent WOZNIEZKO</i>
<i>Pascal GARRET</i>	<i>Raphaël BRUNETTI</i>

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De décider, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 sous réserve de l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 11 délégués titulaires et 11 délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au comité syndical du syndicat EAU 17 et de les désigner par un vote à main levée.*
- De désigner les 11 délégués titulaires et 11 délégués suppléants suivants au comité syndical d'EAU 17 :*

<i>Délégués titulaires</i>	<i>Délégués suppléants</i>
<i>Fabrice BARUSSEAU</i>	<i>Florence BETIZEAU</i>

Philippe CHASSERIEAU	Renée BENCHIMOL-LAURIBE
Charlotte TOUSSAINT	Pierre RENAULT
François EHLINGER	Isabelle COSSON
Bruno DRAPRON	Patrick ANTIER
Francis GRELLIER	Pascal PELLERIN
Jean-Luc MARCHAIS	Pascal TORCHUT
Joseph DE MINAC	Emmanuel MACHEFERT
Jacki RAGONNEAUD	Astride JOLIBOIS
Ludovic MOULINEAU	Laurent WOZNIEZKO
Pascal GARRET	Raphaël BRUNETTI

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve à l'unanimité, comme le prévoit l'article 10 de la loi du 22 juin 2020 de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les 11 délégués titulaires et 11 délégués suppléants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au comité syndical du syndicat EAU 17 et de les désigner par un vote à main levée.
- Désigne les 11 délégués titulaires et 11 délégués suppléants suivants au comité syndical d'EAU 17 :

Délégués titulaires	Délégués suppléants
Fabrice BARUSSEAU	Florence BETIZEAU
Philippe CHASSERIEAU	Renée BENCHIMOL-LAURIBE
Charlotte TOUSSAINT	Pierre RENAULT
François EHLINGER	Isabelle COSSON
Bruno DRAPRON	Patrick ANTIER
Francis GRELLIER	Pascal PELLERIN
Jean-Luc MARCHAIS	Pascal TORCHUT
Joseph DE MINAC	Emmanuel MACHEFERT
Jacki RAGONNEAUD	Astride JOLIBOIS
Ludovic MOULINEAU	Laurent WOZNIEZKO
Pascal GARRET	Raphaël BRUNETTI

Par : - 5 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de M. Pierre DIETZ)

- 59 Voix pour

- 0 Voix contre

2020-165. Désignation des représentants de la CDA au sein de la Commission Consultative Paritaire (CCP) du Syndicat départemental d'Électrification et d'Équipement rural de la Charente-Maritime (SDEER)

Monsieur le Président propose, au titre de la représentation de la CDA auprès de la Commission consultative paritaire du SDEER, Bernard CHAIGNEAU en tant que titulaire et de Jean-Pierre ROUDIER en tant que suppléant. En l'absence de question, il met la délibération aux voix.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-21,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV), et notamment son article 198, I °,

Vu la délibération du Comité Syndical du Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement Rural de la Charente-Maritime (SDEER) n° C2016-12, en date du 8 avril 2016, par laquelle le SDEER a créé la Commission Consultative Paritaire (CCP),

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant que la CCP doit rassembler l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre inclus dans son périmètre,

Considérant que cette commission « coordonne l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, met en cohérence leurs politiques d'investissement et facilite l'échange de données »,

Considérant que, suite à l'installation du nouveau conseil communautaire, il convient de désigner un membre titulaire et un membre suppléant pour représenter la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de la CCP créée par le SDEER,

Sont proposés comme représentant titulaire et représentant suppléant les candidats suivants :

Titulaire : Bernard CHAIGNEAU

Suppléant : Jean-Pierre ROUDIER

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *De désigner, par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT, Bernard CHAIGNEAU représentant titulaire et Jean-Pierre ROUDIER représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de la Commission Consultative Paritaire du Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement Rural de la Charente-Maritime.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- *Approuve à l'unanimité, de désigner ses représentants au sein de la CCP du SDEER par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L.2121-21 du CGCT.*
- *Désigne Bernard CHAIGNEAU représentant titulaire et Jean-Pierre ROUDIER représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de la Commission Consultative Paritaire (CCP) du Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement Rural de la Charente-Maritime (SDEER).*

Par : - 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)

- 62 Voix pour

- 0 Voix contre

Monsieur Raymond MOHSEN revient sur la délibération 2020-132 et s'enquiert de la signification du terme de « personnalité qualifiée ».

Monsieur le Président indique que ces personnes sont proposées par l'Agglomération au sein du Conseil d'administration de l'OPH pour la représenter.

Monsieur Raymond MOHSEN demande en quoi ils diffèrent des représentants de la CDA.

Monsieur le Président répond que ces derniers sont des élus, bien que les personnalités qualifiées puissent être également désignées parmi les élus.

FINANCES

2020-166. Dégrevement exceptionnel de CFE 2020 au profit des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs particulièrement affectés par la crise sanitaire

Monsieur Philippe CALLAUD note que cette délibération porte sur les conséquences de la crise sanitaire encore en cours. Il présente le principe du dégrèvement exceptionnel de CFE porté par cette délibération et précise que les conditions de ce dégrèvement permettent à de nombreuses entreprises d'en bénéficier.

Le montant de ce dégrèvement est pris en charge pour moitié par l'État et pour moitié par la CDA. Il s'élèverait à 94 171 euros pour la CDA sur une CFA totale estimée à 4,7 millions d'euros selon une étude réalisée rapidement et qui reste à affiner. Il convenait d'adopter cette délibération avant le 31 juillet. Cet effort réalisé par la Communauté d'Agglomération est nécessaire pour les entreprises et les secteurs ayant particulièrement souffert.

Monsieur le Président rappelle que cette mesure très attendue prolonge celles adoptées pour les déchets et la taxe de séjour.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE indique, bien que tous ses votes soient contestataires, sa volonté de voter favorablement cette délibération par solidarité avec les entreprises et les emplois dont le bassin a besoin. En l'absence d'intervention, Monsieur le Président met la délibération aux voix.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général des impôts,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

La troisième loi de finances rectificative pour 2020 permet aux communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'octroyer une aide fiscale exceptionnelle, au titre de 2020, en faveur des entreprises de taille petite ou moyenne de ceux des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de la culture, du transport aérien, du sport et de l'événementiel qui ont été particulièrement affectés par le ralentissement de l'activité économique lié à l'épidémie de covid-19.

Vu l'article 3 de la troisième loi de finances rectificative pour 2020 qui dispose :

- Par dérogation au I de l'article 1639 A bis du code général des impôts, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre peuvent, par délibération prise jusqu'au 31 juillet 2020, instituer un dégrèvement des deux tiers du montant de la cotisation foncière des entreprises et des prélèvements prévus à l'article 1641 du même code dus au titre de 2020 afférent aux établissements qui remplissent les conditions mentionnées au présent article.

La délibération porte sur la part revenant à chaque commune ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

- Le dégrèvement s'applique aux établissements qui satisfont aux conditions suivantes :

1 ° Relever d'une entreprise qui a réalisé, au cours de la période de référence prévue à l'article 1467 A du code général des impôts, un chiffre d'affaires annuel hors taxes inférieur à 150 millions d'euros, éventuellement corrigé pour correspondre à une année pleine ;

2 ° Exercer leur activité principale dans ceux des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel qui ont été particulièrement affectés par les conséquences économiques et financières de la propagation de l'épidémie de covid-19 au regard de l'importance de la baisse d'activité constatée en raison notamment de leur dépendance à l'accueil du public. La liste de ces secteurs est définie par décret.

- Le dégrèvement est applicable :

1 ° Aux entreprises qui, au 31 décembre 2019, n'étaient pas en difficulté, au sens du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité. Dans ce cas, le montant du dégrèvement ne peut excéder un plafond tel que le total des aides perçues, sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux, par l'entreprise dont relève l'établissement n'excède pas 800 000 euros ;

2 ° Aux entreprises qui étaient en difficulté au 31 décembre 2019 au sens du 1 °. Dans ce cas, le bénéfice du dégrèvement est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Pour chaque contribuable, le dégrèvement accordé au titre de l'année 2020 est pris en charge par l'État à hauteur de 50 %. Toutefois, la part du dégrèvement correspondant aux prélèvements mentionnés à l'article 1641 du même code est entièrement prise en charge par l'État.

La différence entre le montant du dégrèvement accordé à chaque contribuable au titre de l'année 2020 et le montant pris en charge par l'État en application du premier alinéa est mise à la charge des communes et de leurs établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre concernés.

Afin d'estimer la perte de ressource associée au dégrèvement, les services de la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) ont été saisis.

161 établissements seraient concernés par le dégrèvement en 2020, cette estimation s'appuie sur la base des cotisations versées en 2019.

La cotisation intercommunale de CFE 2019 payée par ces établissements était de 282 513 €. Toute chose égale par ailleurs, le dégrèvement des deux tiers représenterait la somme de 188 342 € dont la moitié serait à la charge de la Communauté d'agglomération de Saintes soit 94 171 € environ.

Le montant du dégrèvement mis à la charge de l'établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre s'impute sur les attributions mensuelles mentionnées aux articles L. 2332-2 et L. 3662-2 du code général des collectivités territoriales à compter du 01 janvier 2021 et est affecté au budget général de l'État.

Considérant que le dégrèvement accordé n'est valable que pour les impositions de CFE dues au titre de 2020,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'instaurer le dégrèvement exceptionnel de cotisation foncière des entreprises pour l'année 2020 au profit des entreprises de taille petite ou moyenne de secteurs particulièrement affectés par la crise sanitaire selon les conditions et modalités susmentionnées.

- D'autoriser le Président ou le Vice-Président en charge des finances à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité ces propositions par :

- 64 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*

SANTÉ

2020-167. Association Les Enchanteuses - Attribution d'une subvention pour le projet « Soutien aux soignants du 17 »

Madame Caroline AUDOUIN souligne l'engagement du personnel soignant, des aides à domicile et des travailleurs sociaux pendant la période particulière de crise liée à la Covid-19. L'association Les Enchanteuses propose une action financée par la Fondation de France pour le soutien aux soignants par des séances gratuites de réflexologie, de théâtre et d'hypnose.

Cette délibération propose une participation de la CDA à hauteur d'une subvention de 1 000 euros pour l'association, les Communautés de communes Cœur de Saintonge et Gémozac participant chacune à hauteur de 500 euros.

En l'absence de question, Monsieur le Président met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 2 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par des personnes publiques,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, II, 2 °), compétence optionnelle action sociale d'intérêt communautaire,

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2016-13 en date du 5 avril 2016, transmise en Sous-préfecture le 6 avril 2016, définissant d'intérêt communautaire l'action sociale santé et la rattachant à la compétence optionnelle action sociale,

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2019-224 en date du 19 décembre 2019 portant autorisation de signer le contrat local de Santé,

Vu le Contrat Local de Santé de la Saintonge Romane conclu entre l'ARS Nouvelle Aquitaine, l'Etat, la CDA de Saintes, la CDC Cœur de Saintonge, la CDC de Gémovac et de la Saintonge Viticole, la CPAM de la Charente-Maritime, la MSA des Charentes, le centre hospitalier de Saintonge, le centre hospitalier de Jonzac et l'Education Nationale,

Vu la demande de subvention formulée par l'association Les Enchanteuses pour le projet « Soutien aux soignants du 17 »,

Considérant l'arrivée du coronavirus en France en 2020 et la mise sous tension des professionnels sociaux, médico-sociaux et médicaux,

Considérant l'appel à projet de la Fondation de France visant à financer des actions de soutiens à ces professionnels,

Considérant le projet de l'association Les Enchanteuses « Soutien aux soignants du 17 » répondant à cet appel à projet et concourant à la santé mentale des professionnels de santé en proposant des séances de thérapie alternatives et complémentaires,

Considérant le Contrat Local de Santé Saintonge Romane signé par la Communauté d'Agglomération le 30 janvier 2020 avec un axe « Promouvoir la Santé Mentale et lutter contre la souffrance psychosociale » et un enjeu « Renforcer le soutien aux aidants et aux professionnels »,

Considérant que le projet « Soutien aux soignants du 17 » entre dans l'enjeu « Renforcer le soutien aux aidants et aux professionnels »,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention d'un montant de 1 000 € à l'association Les Enchanteuses pour le projet « Soutien aux soignants du 17 ».*
- d'autoriser Monsieur le Président ou le Vice-président en charge des Finances à signer tous les documents nécessaires au versement de cette subvention.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité ces propositions par :

- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et en celui de M. Pierre MAUDOUX)*
- 62 Voix pour*
- 0 Voix contre*

HABITAT

2020-168. Attribution de subventions dans le cadre du dispositif de soutien aux accédants à la propriété en centre-ville/centre-bourg

Madame Évelyne PARISI présente la délibération. En l'absence de question, Monsieur le Président met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 3 °) « Equilibre Social de l'Habitat »,

Vu la délibération n° 2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018, transmise au contrôle de légalité le 25 janvier 2018, adoptant le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n° 2018-107 du Conseil Communautaire en date du 24 mai 2018, transmise au contrôle de légalité le 4 juin 2018, précisant les modalités d'octroi de l'aide à l'accession à la propriété dans le parc privé ancien en centre-bourg dans le cadre du PLH 2017-2022 de la CDA de Saintes,

Vu les crédits inscrits au budget primitif du budget principal 2020,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a établi son aide financière pour l'accession d'une résidence principale, dans le parc ancien de plus de 15 ans et situé dans des périmètres définis en

centre-ville et centre-bourg,

Considérant que cette aide est encadrée par un règlement d'attribution et que le montant s'élève à 4 000 € qui peut être complétée par une prime de 2 000 €, pour la sortie de vacance de logement vide depuis plus de 2 ans,

Considérant que les dossiers ci-dessous présentés entrent dans le cadre du dispositif sus cité et répondent à l'ensemble des critères d'éligibilité inscrits au règlement d'attribution :

1. Mme BOURREAU sollicite une subvention pour l'acquisition d'un appartement, situé 44 cours National, à Saintes. Ce logement est vacant et sera affecté à un usage de résidence principale. Mme BOURREAU remplit tous les critères d'éligibilité et le montant de la subvention pouvant lui être attribué s'élève à 6 000 €.
2. M. FRAIGNE sollicite une subvention pour l'acquisition d'un appartement, situé 1 rue de l'Adieu, à Saintes. Ce logement n'est pas vacant et sera affecté à un usage de résidence principale. M. FRAIGNE remplit tous les critères d'éligibilité et le montant de la subvention pouvant lui être attribué s'élève à 4 000 €.
3. Mme ROUSSEAU sollicite une subvention pour l'acquisition d'un appartement, situé 2 rue de la Grand Font, à Saintes. Ce logement n'est pas vacant et sera affecté à un usage de résidence principale. Mme ROUSSEAU remplit tous les critères d'éligibilité et le montant de la subvention pouvant lui être attribué s'élève à 4 000 €.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'attribuer les subventions suivantes d'un montant de :
 - o 6 000 € à Mme BOURREAU, pour l'acquisition d'un bien situé 44, cours National, à Saintes.
 - o 4 000 € à M. FRAIGNE, pour l'acquisition d'un bien situé 1, rue de l'Adieu, à Saintes.
 - o 4 000 € à Mme ROUSSEAU, pour l'acquisition d'un bien situé 2, rue de la Grand Font, à Saintes.
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant délégué à l'Aménagement et à l'Habitat, à signer tous les documents nécessaires au versement de ces subventions.
- De préciser que chaque subvention sera versée directement auprès de l'étude notariale en charge de l'acquisition pour un déblocage des fonds lors de la signature de l'acte authentique de vente. Les subventions seront imputées à l'opération 490, gestionnaire 0320 du Budget Principal.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité ces propositions par :

- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et en celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 62 Voix pour
- 0 Voix contre

ÉCONOMIE

2020-169. Attribution d'une aide financière au titre du fonds de soutien pour les entreprises du territoire communautaire dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 à l'entreprise ARNAUD Loïc

Monsieur le Président précise que cette délibération répond à une demande de fonds de soutien sollicitée par une entreprise de menuiserie et charpentes créée en février et n'ayant perçu aucun chiffre d'affaires en mars. L'aide d'État au titre du fonds de soutien est nulle pour le mois de mars, ce qui justifie l'aide de l'Agglomération à hauteur de 1 500 euros.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si ces sollicitations, certainement nombreuses, seront traitées par ordre d'arrivée ou d'urgence.

Monsieur le Président indique que cette demande est la dernière à traiter.

Monsieur Frédéric ROUAN précise que cette demande pourra faire l'objet d'un versement sous une semaine mais qu'étant parvenue après le dernier Conseil communautaire, elle n'a pu être instruite selon le dispositif réactif habituel puisque le Président ne disposait pas des délégations nécessaires, qui n'ont été

votées que ce jour. Le dispositif s'est arrêté au 30 juin et a permis de verser 75 000 euros pour environ 70 dossiers. En l'absence de question, Monsieur le Président met la délibération aux voix.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 09 janvier 2020 et notamment les articles 6-I-1, 6-I-4, 6-II-1, 6-III-1, comprenant entre autres « le développement économique »,

Vu l'ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,

Vu la délibération n° 2020.747.SP de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 10 avril 2020 adoptant le plan d'urgence de la Région Nouvelle-Aquitaine et autorisant les EPCI du territoire de la Région Nouvelle-Aquitaine à conventionner avec la Région pour mettre en œuvre des aides économiques exceptionnelles liées à la crise COVID 19, sur la base des règlements d'intervention de la Région « fonds de soutien d'urgence aux entreprises » et « fonds de soutien aux associations, nonobstant les précisions énoncées dans ces règlements en matière de nombre de salariés, taille d'entreprises, de codes NAF et montant minimum ou maximum de subvention ou de prêt, précisions qui sont laissées à la libre appréciation des EPCI, en fonction des spécificités de leur territoire,

Vu la décision du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes n° 20-100 en date du 22 avril 2020, transmise en Sous-Préfecture le 23 avril 2020, portant création d'un fonds de soutien pour les entreprises du territoire communautaire dans le cadre de la crise du COVID-19,

Considérant la situation des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,

Considérant le règlement du fonds de solidarité mis en place par l'État,

Considérant le plan d'urgence économique mis en place par la Région Nouvelle Aquitaine par délibération n° 2020.747.SP du 10 avril 2020 et notamment le fonds régional pour soutenir la trésorerie des PME,

Considérant que la Région Nouvelle Aquitaine autorise, dans ce cadre, les EPCI qui le souhaitent à compléter les aides de la Région sans limitation d'activités, ni de taille d'entreprises,

Considérant que la Communauté d'agglomération de Saintes a souhaité soutenir plus largement son tissu économique en créant un fonds de soutien pour les entreprises du territoire communautaire dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19,

Considérant le règlement d'attribution dudit fonds de soutien annexé à la décision du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes n° 20-100 en date du 22 avril 2020 susvisée, déterminant notamment les bénéficiaires du fonds, les critères d'éligibilité au fonds, le montant de l'aide attribuée, les pièces à fournir pour solliciter une aide et les modalités d'instruction des demandes des entreprises,

Considérant la demande exprimée, en date du 30 juin 2020, par l'entreprise ARNAUD Loïc dont le siège social est situé 14 bis route de Bellivet à Saintes, de pouvoir bénéficier d'une aide financière au titre de ce fonds de soutien,

Considérant le formulaire renseigné par le demandeur dans le cadre de sa demande d'aide et les pièces fournies par celui-ci,

Considérant l'instruction de la demande réalisée par la direction Économie de la CDA de Saintes et l'avis favorable rendu par celle-ci sur la demande d'aide au regard du règlement d'attribution dudit fonds de soutien,

Considérant que les conditions fixées au règlement d'attribution du fonds de soutien sont remplies,

Considérant cette subvention sera imputée sur le Budget principal 2020 au compte 6743,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'attribuer à l'entreprise ARNAUD Loïc, dont le siège social est situé 14 bis route de Bellivet à Saintes, une aide financière d'un montant de 1500 €.*

- *D'autoriser le Président ou le Vice-président en charge des finances à signer tous documents nécessaires au versement de cette subvention.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité ces propositions par :

- *64 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *0 Abstention*

INFORMATIONS DIVERSES

- **Questions diverses**

L'ordre du jour étant épuisé et en l'absence de questions diverses, Monsieur le Président lève la séance à 19h05. Le prochain Conseil communautaire est fixé au 22 septembre.

Le Secrétaire,